Soixante-dix-neuvième année. — N° 26. Le Numéro : 4 francs. Jeudi 30 Janvier 1947.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			DÉBATS PARLEMENTAIRES	ÉDITION COMPLÈTE		
— COMPTE CHÈQUE POSTAL : 100.97, Paris. —	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
France, Colonies et pays de protectorat français	940 fr.	480 fr.	255 fr.	215 fr.	1.500 fr.	760 fr.	400 fr.
Etranger.. Pays accordant 50 % sur les tarifs postaux	1.300 »	660 »	345 »	320 »	1.960 »	990 »	515 »
Etranger.. Autres pays	1.660 »	840 »	435 »	425 »	2.420 »	1 220 »	630 »

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : 1° les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires; — 2° les avis, communications informations, annonces.

L'Édition des DÉBATS PARLEMENTAIRES comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République ainsi que les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions.

L'Édition COMPLÈTE comprend : *1° l'Édition des* LOIS ET DÉCRETS : — *2° l'Édition des* DÉBATS PARLEMENTAIRES : — *3° tous les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes; — 4° les Tables des matières délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.*

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION **QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e**

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 6 FRANCS

SOMMAIRE

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

Ministères d'Etat.

SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU COMMERCE ET A LA DISTRIBUTION

Arrêté relatif à la circulation et au transport des produits alimentaires, denrées et animaux (rectificatif) (p. 1102).

Arrêté nommant un régisseur comptable (rectificatif) (p. 1102).

Ministère de la justice.

Arrêté portant nomination (magistrature) (p. 1102).

Ministère des affaires étrangères.

Décret du 15 janvier 1947 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 1102).

Ministère de l'intérieur.

Arrêté nommant les membres du cabinet du ministre (rectificatif) (p. 1104).

Arrêté du 20 janvier 1947 portant acceptation de dons manuels faits en faveur du régiment de sapeurs-pompiers au cours du quatrième trimestre 1946 (p. 1104).

Liste des fonctionnaires de police admis à l'examen professionnel du 31 octobre 1946 pour l'attribution du titre d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République (rectificatif) (p. 1105).

Ministère de la marine.

Décret portant refonte de la réglementation des clubs nautiques de la marine (rectificatif) (p. 1104).

Arrêtés relatifs au reclassement d'administrateurs civils de la marine (rectificatif) (p. 1104).

Ministère de l'air.

Arrêté du 29 janvier 1947 portant nomination au cabinet militaire du ministre (p. 1104).

Arrêté portant constitution du cabinet du ministre (rectificatif) (p. 1104).

Ministère de l'économie nationale.

Arrêté du 25 janvier 1947 nommant les membres du cabinet du ministre (p. 1105).

Arrêté du 25 janvier 1947 portant délégation de signature (p. 1105).

Arrêté concernant la commission habilitée à effectuer les opérations de sous-répartition (au bénéfice des exploitations frigorifiques) (rectificatif) (p. 1105).

Ministère des travaux publics et des transports.

Arrêté du 23 janvier 1947 déclarant d'intérêt public les travaux de démolition et d'enlèvement de toutes les épaves situées dans le sas de la nouvelle écluse du port de Dunkerque (p. 1105).

Arrêté portant nominations (ponts et chaussées) (p. 1105).

Ministère de la santé publique et de la population.

Arrêté du 21 janvier 1947 pris en application de la loi du 24 mai 1946 et du décret du 15 janvier 1947 fixant le statut des préparateurs en pharmacie (p. 1105).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêtés portant nominations (administration centrale) (p. 1105).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocation de commission. — Réunions des commissions (p. 1106).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Réunions des commissions. — Avis de concours pour l'emploi de sténodactylographe (dame secrétaire) des services du Conseil de la République. — Avis de concours pour l'emploi de sténographe des débats du Conseil de la République (p. 1107).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES

Avis relatif au tirage de la quarante-neuvième tranche de la loterie nationale 1946 (p. 1109).

Avis n° 127 de l'office des changes modifiant et complétant les avis n°s 97 et 98 (relations financières entre la zone franc et le Brésil) (p. 1109).

Annonces (p. 1110).

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

PUBLIÉS EN ANNEXES

Feuille 2 (*pour l'édition complète*).

Sociétés étrangères d'assurances. — Liste des sociétés et assureurs étrangers qui, à la date du 31 décembre 1946, avaient fait agréer un représentant responsable du payement des taxes d'assurances (pp. 13 à 32).

DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

MINISTÈRES D'ÉTAT

SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU COMMERCE ET A LA DISTRIBUTION

Circulation et transport des produits alimentaires, denrées et animaux.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 janvier 1947: page 844, 1re colonne, 4e alinéa, 1re ligne, au lieu de: « Vu l'arrêté du 6 novembre 1946... », lire: « Vu l'arrêté du 5 novembre 1946... »; article 2, au lieu de: « l'arrêté du 6 novembre 1946 est abrogé... », lire: « l'arrêté du 5 novembre 1946 est abrogé... ».

Régisseurs comptables.

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 janvier 1947, page 251, 3e colonne:

Au lieu de:

« Par arrêté en date du 13 décembre 1946, M. Reneteau, chef de section de 5e classe, a été nommé aux fonctions de régisseur comptable à la direction départementale de la Loire-Inférieure, à compter du 4 novembre 1946.

« Le cautionnement auquel est astreint M. Reneteau comme régisseur des recettes au titre du compte spécial pour le ravitaillement de la nation en temps de guerre garantit également les opérations qu'il est appelé à effectuer pour le titre du compte spécial « transports routiers »,

Lire:

« Par arrêté en date du 13 décembre 1946, M. Reneteau, chef de section de 5e classe, a été nommé aux fonctions de régisseur comptable à la direction du transit de la Loire-Inférieure, à compter du 4 novembre 1946.

« Le cautionnement auquel est astreint M. Reneteau comme régisseur des recettes au titre du compte spécial pour le ravitaillement de la nation en temps de guerre garantit également les opérations qu'il est appelé à effectuer pour le titre du compte spécial « transports routiers ».

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Magistrature.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères

Arrêtent:

Article unique. — M. Rieunier, président du tribunal de première instance de Batna, est nommé président du tribunal de première instance d'Oudjda, en remplacement de M. Jacques, qui a été nommé président du tribunal de première instance d'Epinal.

Fait à Paris, le 16 janvier 1947.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RAMADIER.

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation:

L'ambassadeur de France, secrétaire général,
J. CHAUVEL.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Décret du 15 janvier 1947 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président du Gouvernement provisoire de la République, ministre des affaires étrangères, en date du 15 janvier 1947, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 7 janvier 1947 portant que les promotions et nominations comprises dans le présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de commandeur.

Son Eminence le cardinal Tisserant (Eugène), secrétaire de la Sacrée Congrégation pour l'Eglise orientale. Officier du 12 décembre 1936.

Au grade d'officier.

MM.

Anssens (Alfred-Eugène), vice-président fondateur de la chambre de commerce française pour les deux Flandres à Gand. Chevalier du 24 avril 1917.

Benoist (baron de) (Louis), ministre plénipotentiaire honoraire, agent supérieur de la compagnie du canal de Suez au Caire. Chevalier du 26 février 1921.

Boillot (François-Félix), professeur à l'université de Bristol. Chevalier du 1er septembre 1920.

Boucher (Alfred-Arnold), industriel, président d'honneur de la chambre de commerce française à Londres, président de la délégation de la Croix-Rouge française en Grande-Bretagne. Chevalier du 4 décembre 1920.

Bruel (Emile-Maurice), industriel à Buenos-Ayres, ancien directeur du comité de la France libre en Argentine. Chevalier du 16 mars 1921.

Chappe (Léopold-Antoine), directeur de la mission de rapatriement des prisonniers français internés en Tchécoslovaquie. Chevalier du 25 décembre 1929.

Chauviré (Paul-Roger), professeur de littérature française à l'université de Dublin. Chevalier du 19 janvier 1931.

Cornillon (Antonin), médecin en chef de l'hôpital français de Mexico. Chevalier du 28 décembre 1921.

Cornu (Georges-Louis-Jules), docteur en médecine chargé de l'agence consulaire de France à Jaffa (Palestine). Chevalier du 4 décembre 1920.

Dejardin (Charles-Benoît-Maurice), directeur de la compagnie du gaz Lebon, ancien président du comité national français au Caire. Chevalier du 14 octobre 1920.

Descottes (R. P.) (Pierre-Marie), directeur de l'observatoire San Calixto de la Paz. Chevalier du 8 août 1931.

Duplatre (Louis-Marie), président de l'alliance française de Sydney. Chevalier du 19 août 1927.

Mgr Fontenelle (René), protonotaire apostolique et chanoine de Saint-Pierre de Rome. Chevalier du 1er janvier 1932.

Giroa (Henri-Eugène), vice-président de la chambre de commerce française pour la Suisse. Chevalier du 27 janvier 1934.

Givaudan (Xavier), industriel à Genève, président de la chambre de commerce française pour la Suisse. Chevalier du 7 août 1931.

Mgr Jullien (André), doyen du tribunal de la Rote. Chevalier du 10 janvier 1936.

Lafargue (Pierre-Marie-Joseph), conseiller du commerce extérieur, ancien président du comité interallié et de la France libre en Equateur. Chevalier du 10 juin 1936.

Levisse de Montigny de Jaucourt (Frédéric-François-Arnail-Pierre), président du comité français de secours aux victimes de la guerre en Argentine. Chevalier du 7 juillet 1933.

Malglaive (Antoine-Joseph-Pierre de), directeur général adjoint de la Compagnie transatlantique, conseiller à la marine marchande de la France libre. Chevalier du 30 juillet 1927.

Massignon (Louis), professeur au Collège de France. Chevalier du 26 août 1926.

Pinson (Victor-Louis-Henri-Georges), conseiller du commerce extérieur, fondateur et président du comité de la France combattante de Mexico. Chevalier du 12 juillet 1919.

Prevosteau (Alfred-Jacques-Désiré), président fondateur du comité national français de Colombie. Chevalier du 30 juin 1937.

Renaudin (Louis-Joseph), président directeur général du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie. Chevalier du 18 janvier 1938.

Roger (Henri-Victor-Emile-Albert), ingénieur, directeur général de la Société des hauts fourneaux et aciéries de Differdange-Saint-Ingebert (grand-duché du Luxembourg). Chevalier du 23 juillet 1925.

Vincentelli (Ange-François), président de la chambre de commerce française de la province d'Anvers. Chevalier de juillet 1930.

Zagdoum (Victor), avocat au Caire, membre du comité national et délégué adjoint de la Croix-Rouge française en Egypte. Chevalier du 12 mars 1919.

Au grade de chevalier.

MM.

Abautret (Jean-François), en religion père Melchior, ancien président de l'alliance française de Lima; 40 ans de services, dont 18 au Pérou.

Aglion (Raoul), conseiller commercial de 1re classe, conseiller technique à la délégation française de San Francisco, à la commission préparatoire et à l'assemblée générale des Nations Unies à Londres. Services rendus à la cause française en qualité de conseiller technique tant à la délégation française de San Francisco qu'à la commission préparatoire et à l'assemblée générale des Nations Unies à Londres; 21 ans de services.

Andrieu (Louis-Edmond-Henri), directeur du lycée de la mission laïque à Téhéran; 25 ans de services dévoués consacrés à l'enseignement, dont 20 au Maroc, en Albanie et en Iran.

Arrivets (Henri), agent de la Compagnie française de l'Afrique occidentale à Monrovia; 29 ans de pratique commerciale aux colonies de l'Afrique occidentale et au Liberia; gérant, à diverses reprises, le poste de chargé d'affaires de France au Liberia.

Auger (Yves-René-Frédéric), professeur à la faculté des lettres de l'université de Cluj (Roumanie). Professeur de grand mérite, a su, depuis 25 ans, s'imposer à l'estime de ses collègues de l'université de Cluj et aux milieux intellectuels de Roumanie, tant par ses qualités personnelles que par sa haute conscience professionnelle et la valeur de son enseignement.

Blanc (Jacques-Marie), ancien président de la chambre de commerce française de Buenos Ayres. Directeur du comité de la France libre en juin 1940. Spécialement chargé de la propagande française; 40 annuités.

Braun (R. P.) (Léopold-Laurent-Simon), desservant de l'église Saint-Louis-des-Français à Moscou; 23 ans de ministère ecclésiastique. Grand dévouement envers nos compatriotes résidant à Moscou, notamment au moment où la ville a été sous la menace des Allemands.

Callede (Jean-Olivier), président de la fédération des comités de la France libre au Canada; plus de 45 ans de services.

Cezard (Jean-Marie), industriel à Lisbonne. Services particulièrement signalés rendus à la France combattante; 38 ans de pratique industrielle.

Cholley (Robert-Charles-Eugène), directeur de banque à Londres; 43 ans de services bancaires, dont 40 en Grande-Bretagne.

Christol (Frank-Henri), pasteur de l'église protestante française de Londres; 35 ans de services; modèle de patriotisme et de dignité, a contribué très efficacement à maintenir le moral de nos compatriotes éprouvés par la guerre.

Corot (Paul-Albert-Jules), exportateur-importateur à Londres; 40 ans de services rendus au commerce français.

Courreges d'Ustou (Louis-Marie-Joseph de), évêque titulaire de Chrysopolis, supérieur de la communauté de Saint-Louis-des-Français à Rome; 35 ans de services. Sert avec éclat, à Rome, le prestige de la France.

Crivelli (Charlotte-Marie-Louise), née Duret, présidente fondatrice de la Croix-Rouge française à Melbourne; 50 ans de dévouement, dont 32 en Australie.

Daguerre (René-Julien-Emile), industriel, président des Français libres de Montréal; 40 ans de services. S'est particulièrement distingué au cours de la dernière guerre.

Damperat (R. P.) (Henri), en religion père Ausone, professeur directeur de collège en Bulgarie; 40 ans de services, dont 32 consacrés à l'enseignement à l'étranger.

Mme Davey (Denise), née Rotival, vice-présidente de l' « American Relief for France ». A consacré son dévouement et son énergie à la constitution du « Fighting French Relief Committee ». A présidé à la fusion des œuvres franco-américaines de charité; 26 annuités.

Deffontaine (Pierre), directeur de l'institut français de Barcelone; depuis plus de trente ans a servi avec une rare distinction et un mérite exceptionnel le rayonnement de la culture française en pays latins.

Delahousse (André-Edmond), administrateur de sociétés, ancien conseiller du commerce extérieur au Danemark; 30 ans de services signalés rendus à l'industrie et au commerce français à l'étranger

Mgr Delalle (Henri), évêque de Durban, vicaire apostolique du Natal; plus de 50 ans de dévouement au service de la France.

Mme Deslandes (Francisca-Julia), née Casteels, déléguée de la Croix-Rouge française pour la province d'Anvers. A fait preuve d'un dévouement et d'une charité inlassables allant jusqu'à l'héroïsme au cours des années de guerre et de libération; 21 annuités.

Diverres (Paul), professeur à l'université de Swansea; 40 ans de services dévoués consacrés à l'enseignement français en Grande-Bretagne.

Drouhard (Jean-Paul-Marie), chirurgien à Monte-Carlo; plus de 25 ans de services.

Dubernard (René), commerçant à Mexico; plus de 40 ans de services signalés rendus à l'expansion commerciale française.

Ducatillon (R. P.) (Joseph-André-Bruno), prédicateur; 30 ans de services. A contribué, par la puissance de sa prédication et de son rayonnement, à soutenir et à encourager nos compatriotes résidant en Amérique dans l'esprit de résistance.

Dufour (Paul-Jean-Julien), délégué de la Croix-Rouge française pour la province d'Anvers; 24 ans de services. A fait preuve du plus grand dévouement, sans aucun souci du danger, au cours des violents bombardements qui suivirent la libération d'Anvers.

Fatton (Jean-Joseph-Ferdinand), membre fondateur du comité de la France libre à Port-au-Prince; 40 ans de services.

Fauchier (Léopold), président fondateur de l'association La France libre de Genève; 44 ans de services.

Foret (Paul-François), président de la Croix-Rouge française à Barcelone; 25 ans de services.

Forget (Georges-Ivan-Paul-Aimé-Benjamin), pasteur de l'Eglise wallonne de la Haye; 25 ans de dévouement.

Fouque (Pierre), commerçant à Mexico; plus de 40 ans de services rendus au commerce français à l'étranger.

Guerin (Prosper), industriel à Buenos-Ayres; 34 ans de services.

Godey de Mondesert (Charles-Antoine), président de la Société française de bienfaisance en République dominicaine; 28 ans de services, dont 26 à Saint-Domingue. Président du comité de la France libre en République dominicaine de 1940 à 1945

Henry (Françoise), archéologue, lectrice de français à l'université nationale de Dublin: services exceptionnels rendus depuis quinze ans à la diffusion de la culture française en Irlande; 24 annuités.

Hammerlé (Charles-Edmond), ancien président du comité national français en Egypte (section d'Alexandrie); 34 ans de services.

Hoffmann (Jean-Georges-Henri), pasteur de l'Eglise réformée française de Stockholm: n'a cessé, depuis vingt ans, de travailler à resserrer les liens culturels qui unissent la France et la Suède.

Jammet (René-Emile-Louis), ancien président du comité de la France combattante à Dublin: n'a cessé, au cours des six dernières années, de donner l'exemple du plus pur patriotisme; 28 ans de services.

Jeltsch (Auguste), président du comité central des sociétés alsaciennes et lorraines de Suisse; 45 ans de services. N'a cessé de se consacrer avec dévouement aux œuvres d'assistance françaises à Bâle.

Jourdan (Henri), professeur à l'institut français du Royaume-Uni à Londres; plus de 20 ans de services consacrés à l'enseignement.

Kerdal (François-Marie), président de la société La France, au Paraguay; plus de 50 ans consacrés au service de son pays.

Lacroix (Jean-Yves-Auguste), directeur de l'institut français de Ljubljana: a, par son enseignement, ses travaux de traduction et son influence personnelle, contribué efficacement au rayonnement de la culture française en Slovénie; 26 annuités.

Lagache (Pauline), supérieure du collège français Saint-André de Varna; 50 ans de mission, dont 47 dans le Moyen Orient.

Lanata (R. M.) (Elisabeth-Joséphine), supérieure provinciale des filles de la charité de Saint-Vincent-de-Paul pour le Pérou et la Bolivie; 45 ans de dévouement dont 32 ans de services rendus à la cause française au Pérou.

Leroy (Henri-Louis), ouvrier typographe à Guernesey; 50 ans de services. A géré l'agence consulaire de Guernesey. Désigné comme le premier résistant. Fait, depuis cinquante ans, honneur à l'artisanat français.

Lutz (R. P.) (Ambroise-Joseph), professeur de français à l'université d'Oslo; services particulièrement dévoués rendus à l'influence française, à l'étranger, depuis quarante-cinq ans.

Massen (Jean-Marie), archevêque de Colombo et de Ceylan; 45 ans d'apostolat.

Metayer (Jean-Auguste), président du comité de l'Alliance française du Chili; 30 ans de services.

Milhaud (Madeleine), professeur d'art dramatique français aux Etats-Unis: a fait, de son domicile comme de son enseignement, un centre particulièrement actif de rayonnement français, tant du point de vue intellectuel que du point de vue social; 25 annuités.

Naggiar (Jacques), docteur en médecine: a rendu de grands services dans les différentes formations sanitaires à l'étranger dont il a fait partie, notamment dans les missions de rapatriement de nos prisonniers; 25 annuités.

Orsini (Eugène), planteur, agent consulaire de France à Mayaguez (Porto-Rico); 45 ans de services rendus à l'agriculture.

Oser (Charles-Paul), directeur de la sûreté publique à Monaco; 35 ans de services.

Peristiany (Théodore-Marc), agent consulaire de France à Malte; 49 ans de services.

Picard (Charles), négociant à Brienne (Suisse), président d'honneur de la colonie française de Brienne; plus de 60 ans de services.

Picoulet (Charles-Edmond-Camille), négociant, importateur à Port-au-Prince; 45 ans de services.

Pitoy (Louis-Maurice), ancien lecteur à la faculté des arts de l'université de Glasgow; 50 ans de services rendus à l'expansion française, dont plus de 40 en Grande-Bretagne.

Ragody (Marcel-Raoul-René), courtier maritime à Cardiff, ancien conseiller du commerce extérieur, vice-président de la Société franco-anglaise de Cardiff; 40 ans de services.

Recalt (Arnaud-Jean-Sylvestre), président de la chambre de commerce française de la Havane; 35 ans de services signalés rendus au commerce français.

Ricault (Marie-Thérèse), en religion sœur Marie Godeleine de Sion, professeur, directrice de pensionnat de jeunes filles à Jérusalem; 46 ans d'enseignement dont 35 à l'étranger.

Rieder (Edouard), professeur de français, président du Club français à Copenhague; 40 ans de services, dont plus de 30 consacrés à développer la connaissance de la langue et de la pensée françaises au Danemark.

Rochette (sœur) (Marie), supérieure de l'école française de Calamari et des établissements français de Salonique; 35 ans de dévouement à la cause de l'enseignement français à l'étranger.

Roudolphi (Charles-Eugène), industriel, président de l'association Alsace et Lorraine libres à Londres; 40 ans de services.

Mme Sanua-Seymour, née Edith Seymour-Gunther: se consacre depuis de nombreuses années aux œuvres patriotiques, sociales et culturelles ayant pour but de resserrer les relations d'amitié qui unissent la France et les Etats-Unis; 36 annuités.

Scamps (R. P.) (Léon-Joseph), supérieur du grand séminaire de Quito; 45 ans d'apostolat, dont 40 en Equateur.

Schiffrin (Simon), administrateur de sociétés cinématographiques aux Etats-Unis, fondateur des éditions de la Pléiade; plus de 30 ans de services.

Mme Serin (Suzanne-Marie), chef de clinique à la faculté de médecine de Paris; 31 ans de services. Services éminents rendus au rayonnement de la science française au Yémen.

Sigrist (Charles-Alfred), agent consulaire de France pour la région de Porrentruy; plus de 30 ans de services.

Sillon (Henry-Marie), industriel à Genève, président de l'association Caritas: services particulièrement dévoués rendus aux œuvres d'assistance françaises et spécialement pendant la dernière guerre; 32 annuités.

Sœur Soize (Marie-Augustine-Elisabeth), supérieure des sœurs de charité de Saint-Vincent-de-Paul à Bucarest; 50 ans de dévouement.

Sournac (Etienne), professeur de français au séminaire indigène d'Adigrat, province du Tigré (Ethiopie): enseigne avec un inlassable dévouement le français en Ethiopie depuis 42 ans.

Mme Spalding (Marie-Jacqueline), née Veen: a su, par sa conduite au cours de ces dernières années, faire estimer, aimer et respecter notre pays; 28 annuités.

Thomas (Henriette), en religion sœur Yves, supérieure de la maison de Bogota de la congrégation des sœurs de la Sagesse; 34 ans d'apostolat. S'est consacrée, depuis plus de 20 ans, en Colombie, avec beaucoup de dévouement, à l'éducation de filles sourdes-muettes ou aveugles.

Thouly (Antoine), président de la chambre de commerce française de Santiago du Chili; 45 ans de services rendus à l'expansion commerciale française.

Vaganay (Léon-Jules), professeur à l'université de Tartu (U. R. S. S.): services exceptionnels rendus à l'enseignement français en U. R. S. S.; 16 annuités.

Varlan (Gaston), président de l'association des ingénieurs docteurs de France; 21 annuités.

Mme Weill (Suzanne-Marguerite), née Blum, avocat à la cour, ancien conseiller juridique de la délégation de la France libre aux Etats-Unis: a pris une part active et efficace aux Etats-Unis à la propagande de la France combattante et des idées françaises; 28 annuités.

Zorn (Edmond-Marie-Auguste), commerçant à Bruxelles, administrateur délégué du comité d'entr'aide en Belgique durant l'occupation; 30 ans de services.

MINISTÈRE DE LA MARINE

Décret portant refonte de la réglementation des clubs nautiques de la marine.

Rectificatif au *Journal officiel* du 19 janvier 1947: page 801, 1re colonne, article 5, lire: « Les clubs nautiques peuvent avoir des ressources et un patrimoine propres, mais utilisent normalement du matériel appartenant à la marine ».

Administrateurs civils de la marine.

Par arrêté ministériel du 21 janvier 1947, l'arrêté ministériel n° 297 P. C. 8/M du 5 décembre 1946 a été modifié comme ci-après:

« M. Vesperini (A.-P.-F.), a été nommé administrateur de 1re classe des services centraux de la marine militaire, pour compter du 1er juin 1942, avec une ancienneté remontant au 2 décembre 1935; a été nommé rédacteur principal de 1re classe de l'administration centrale, pour compter du 10 avril 1945, avec une ancienneté de 4 ans 9 mois 4 jours ».

Par arrêté du 22 janvier 1947, l'arrêté du 26 novembre 1946 portant intégration dans le corps des administrateurs civils des fonctionnaires de l'ancienne administration centrale de la marine a été modifié comme ci-après:

Article 1er.

Administrateurs de 1re classe.

4e échelon.

« M. Nicoli (J.-B.-N.-N.), sous-directeur de l'administration centrale (3e échelon) du 10 avril 1945, avec une ancienneté de 8 mois 5 jours.

« M. Plussan (H.-P.), sous-directeur de l'administration centrale (3e échelon) du 10 avril 1945, avec une ancienneté de 5 mois 10 jours.

Administrateurs de 2e classe.

2e échelon.

Après:

« M. Allilaire (C.), chef de bureau de 1re classe du 6 septembre 1944 »,

Ajouter:

« M. Fournet (J.-A.-R.), chef de bureau de 2e classe du 31 décembre 1945 ».

Administrateurs de 3e classe.

3e échelon.

Supprimer:

« M. Le Bouffant (F.-F.-D.), sous-chef de bureau de 1re classe du 27 novembre 1941 ».

Article 2.

Administrateurs de 1re classe.

4e échelon.

« M. Vallat (A.-J.-A.), sous-directeur de l'administration centrale (3e échelon) du 29 octobre 1944.

« M. Phalempin (G.-G.), sous-directeur de l'administration centrale (3e échelon) du 10 avril 1945, avec une ancienneté de 5 mois 9 jours ».

MINISTÈRE DE L'AIR

Cabinet militaire du ministre.

Le ministre de l'air,

Vu le décret du 22 janvier 1947 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Est nommé chef du cabinet militaire:

M. le général de brigade aérienne Bouvard.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 1947.

ANDRÉ MARIE.

Cabinet du ministre.

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 janvier 1947, page 1038, 2e colonne:

Conseillers techniques.

Au lieu de:

« M. Pelenc, inspecteur général des postes, télégraphes et téléphones »,

Lire:

« M. Marcel Pellenc, inspecteur général des postes, télégraphes et téléphones ».

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Cabinet du ministre.

Rectificatif au *Journal officiel* du 25 janvier 1947: page 1006, 2e colonne, avant dernière ligne, au lieu de: « Marcel Daudel (services parlementaires) », lire: « Marcel Daudel (service parlementaire: Assemblée nationale) ».

Dons manuels faits en faveur du régiment de sapeurs-pompiers au cours du quatrième trimestre 1946.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 4 février 1901 sur la tutelle administrative en matière de dons et legs;

Vu l'article 7 (1er alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1945 portant rétablissement de la

légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes maintenant provisoirement en application l'acte dit loi du 27 juillet 1940 sur la formation des actes administratifs individuels;

Vu la loi provisoirement applicable du 5 avril 1943 portant réorganisation du régiment de sapeurs-pompiers,

Arrête:

Art. 1er. — Sont acceptés au nom de l'Etat, pour être employés conformément aux vœux des donateurs, les dons figurant sur la liste jointe, faits en faveur du régiment de sapeurs-pompiers au cours du quatrième trimestre 1946, et s'élevant à la somme globale de 126.921 F.

Art. 2. — Le directeur de l'administration départementale et communale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 janvier 1947.

Pour le ministre et par délégation:
Le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur,
JEAN BIONDI.

Liste des fonctionnaires de police admis à l'examen professionnel du 31 octobre 1946 pour l'attribution du titre d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République.

Rectificatif au *Journal officiel* du 22 décembre 1946: page 10811, 2e colonne, 55e ligne, au lieu de: « M. Grisoni (Pierre) », lire: « M. Grisoni (Marius) ».

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Cabinet du ministre

Le ministre de l'économie nationale,

Vu le décret du 22 janvier 1947 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés:

Directeur du cabinet.

M. Henri Faure.

Directeur adjoint du cabinet.

M. Georges Reber.

Chef de cabinet.

M. Raoul Cooreman.

Chefs adjoints de cabinet.

MM. Marc Bamberger, Georges Septembre.

Conseiller technique.

M. Georges Boris.

Chargés de mission.

MM. Lauzel, Fleschi, Decrant, Rustand, Tiffon (service de presse).

Chefs des services parlementaires.

M. de Pierrebourg.

Chef du secrétariat particulier.

Mlle Bravaix.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 janvier 1947.

A. PHILIP.

Délégation de signature.

Le ministre de l'économie nationale,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu l'arrêté en date du 25 janvier 1947 portant désignation des membres du cabinet du ministre de l'économie nationale,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation est donnée à M. Henri Faure, directeur du cabinet, de signer au nom du ministre de l'économie nationale, à l'exclusion des décrets, tous actes, arrêtés et décisions.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 janvier 1947.

A. PHILIP.

Commission habilitée à effectuer les opérations de sous-répartition (au bénéfice des exploitations frigorifiques).

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 janvier 1947 (Sommaire et intitulé de l'arrêté), page 866, 2e colonne, au lieu de: « Commission intersyndicale habilitée », lire: « Commission habilitée »; 2e alinéa, au lieu de: « Vu l'arrêté du 26 novembre 1947 », lire: « Vu l'arrêté du 26 novembre 1946 ».

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Statut des préparateurs en pharmacie.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 46-1182 du 24 mai 1946 fixant le statut des préparateurs en pharmacie, et notamment l'article 6 (alinéas 1er, 2 et 3);

Vu le décret n° 47-117 du 15 janvier 1947 portant règlement d'administration publique de la loi du 24 mai 1946,

Arrête:

Art. 1er. — Les attestations délivrées par les pharmaciens en application de l'article 1er du décret du 15 janvier 1947 pourront être contrôlées par les inspecteurs des pharmacies par tous les modes de preuve que la loi permet de réclamer et notamment:

a) En ce qui concerne les attestations délivrées aux préparateurs non parents du pharmacien employeur, en se faisant représenter sa comptabilité, ses déclarations aux assurances sociales, extraits d'immatriculation ou son livre de paye;

b) En ce qui concerne les attestations délivrées aux conjoints ascendants et descendants en ligne directe du pharmacien titulaire par un acte de notoriété précisant leur parenté avec ce dernier ou par communication du livret de famille.

Art. 2. — Le directeur général de la santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 21 janvier 1947.

PIERRE SEGELLE.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Travaux de démolition et d'enlèvement de toutes les épaves situées dans le sas de la nouvelle écluse du port de Dunkerque.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu l'ordonnance du 11 décembre 1944 relative au renflouement et à la récupération des épaves des navires dans les eaux territoriales françaises;

Vu l'article 2 de l'arrêté interministériel du 18 mai 1945 pris en application de l'ordonnance susvisée,

Arrête:

Art. 1er. — Les travaux de démolition et d'enlèvement de toutes les épaves situées dans le sas de la nouvelle écluse du port de Dunkerque sont déclarés d'intérêt public.

Art. 2. — L'ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur du port de Dunkerque, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 janvier 1947.

JULES MOCH.

Ponts et chaussées.

Par arrêté du 20 janvier 1947, les ingénieurs ordinaires de 1re classe des ponts et chaussées dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement pour le grade d'ingénieur en chef, ont été nommés ingénieurs en chef de 2e classe des ponts et chaussées, pour prendre rang au 1er février 1947, savoir:

MM. Michaud, Lafaix, Duval, Meunier (Stéphane), Crouzet.

MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Administration centrale.

Par arrêté du 17 décembre 1946, les commis principaux d'ordre et de comptabilité de classe exceptionnelle du cadre latéral de l'administration centrale, ci-après désignés, sont nommés chef de groupe de 2e classe à compter du 1er décembre 1946:

Mme Pelle (Paule), M. Laporte (Edouard), Mme Moutier (Alice), M. Merandon (Henri), Mme Davroux (Marthe).

Par arrêté du 17 décembre 1946, les commis principaux d'ordre et de comptabilité de classe exceptionnelle de l'administration centrale, ci-après désignés, sont nommés chef de groupe de 2e classe, à compter du 1er décembre 1946:

Mlle Failly (Marie), Mme Barbarin (Marguerite).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

ANNÉE 1947

Ordre du jour du jeudi 30 janvier 1947.

A dix-sept heures et demie. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la vérification des pouvoirs:

Département de la Marne (rapport supplémentaire de M. Lacaze).

Département de la Moselle (rapport supplémentaire de M. Arthaud).

Territoire du Moyen-Congo (collège des autochtones) (M. Dulard, rapporteur).

Territoire du Niger (M. Marc Scherer, rapporteur).

Département du Nord (3e circonscription) (rapport supplémentaire de M. Chautard).

Territoire de la Côte française des Somalis (M. Finet, rapporteur).

Département de la Vienne (rapport supplémentaire de Mlle Lamblin).

Département de la Haute-Vienne (rapport supplémentaire de Mlle Lamblin).

2. — Discussion du projet de loi relatif à l'élection et au statut des représentants des magistrats au conseil supérieur de la magistrature. (Nos 279 (rectifié)-400. — M. de Moro-Giafferri, rapporteur.)

3. — Discussion des conclusions du rapport du 2e bureau sur les opérations électorales du département de Constantine (1er collège) (M. Hugues, rapporteur).

4. — Discussion des conclusions du rapport du 7e bureau sur les opérations électorales du département d'Oran (2e collège) (M. Villard, rapporteur).

5. — Discussion des conclusions du rapport du 1er bureau sur les opérations électorales du département d'Alger (2e collège) (M. Citerne, rapporteur).

Séance du jeudi 30 janvier 1947.

Des billets portant la date dudit jour et valables pour la journée, comprennent:

Galeries. — Depuis M. Mazuez, jusques et y compris M. Jean Meunier.

Tribunes. — Depuis M. Pierre Meunier, jusques et y compris Monin.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 30 janvier 1947.

N° 96. — Proposition de loi de M. Bacon tendant à la création d'une novelle forme de société dite « société de travail et d'épargne ».

N° 272. — Proposition de loi de Mme Ginollin relative au fonctionnement des halles centrales de Paris.

N° 314. — Proposition de loi de M. Palewski concernant l'école nationale d'horticulture de Versailles.

N° 317. — Proposition de loi de M. Pierre-Grouès tendant à instituer une promotion dans la Légion d'honneur au profit de certaines catégories d'habitants des régions tenues sous le feu de l'ennemi pendant la guerre 1914-1918.

N° 331. — Proposition de résolution de M. Meck relative à une avance sur indemnités, accordée aux sinistrés ou spoliés.

N° 332. — Proposition de loi de M. Serre tendant à accorder amnistie pour certaines infractions commises en AFrique du Nord.

N° 337. — Proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'imposition additionnelle à la contribution foncière mise à la charge des fermiers et des métayers.

N° 340. — Proposition de loi de M. Lamps relative aux retraités de l'Imprimerie nationale.

N° 341. — Proposition de résolution de B. Bartolini concernant certains marins embarqués durant la guerre 1914-1918 sur les navires-hôpitaux.

N° 342. — Proposition de loi de M. Védrines relative au domaine thermal de l'Etat et aux ressources thermales appartenant à des sociétés privées.

N° 343. — Proposition de résolution de M. Védrines relative à la mise en service d'autorails rapides.

N° 344. — Proposition de loi de M. Paumier tendant à réorganiser l'école nationale d'horticulture de Versailles.

N° 348. — Proposition de résolution de M. Pierre Chevallier concernant les deux collèges moderne et technique de la ville d'Orléans.

N° 352. — Proposition de loi de M. Delachenal relative aux allocations familiales agricoles.

N° 353. — Proposition de loi de M. Delachenal sur les allocations familiales.

N° 357. — Proposition de loi de M. Joseph Denais relative aux élections municipales dans toutes les communes de France.

N° 358. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à reporter à 65 ans la limite normale de la vie active.

N° 359. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais concernant l'indépendance des fonctionnaires.

N° 360. — Proposition de loi de M. Bartolini relative aux fonctionnaires, agents et ouvriers soumis au régime des pensions militaires.

N° 372. — Proposition de résolution de M. Barthélémy concernant l'école du Bois-de-Mouchard (Jura).

N° 373 — Proposition de loi de M. Paumier relative aux exploitations agricoles remises en culture.

N° 374. — Proposition de résolution de M. Barel relative aux incendies de forêts dans les départements du Sud-Est.

N° 375. — Proposition de loi transmise par M. le président du Conseil de la République relative à la constitution du bien de famille insaisissable.

N° 383. — Proposition de loi de M. Valentino tendant à compléter la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

N° 390. — Rapport, par M. Mallez, sur le projet de loi modifiant la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la revision des pensions abusives.

N° 391. — Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite.

N° 400 (articles). — Rapport, par M. de Moro-Giafferri, sur le projet de loi relatif à l'accession et au statut des représentants des magistrats au conseil supérieur de la magistrature.

Commission des affaires économiques.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Archidice, Barel, Bergasse, Bergeret, Boccagny, Xavier Bouvier (Ille-et-Vilaine), Catrice, Cerclier, Mme Degrond, MM. Duforest, Gaillard, Gozard, Guérin (Maurice) (Rhône), Joubert, Jules-Julien (Rhône), Julian (Gaston) (Hautes-Alpes), Leenhardt, Mauroux, Mora, Mme Nédelec, MM. Palewski, Pinay, Poimbœuf, Pronteau, Rigal (Albert) (Loiret), Mlle Rumeau, MM. Taillade, Toujas, Villard.

Excusés. — Mme Poinso-Chapuis; MM. Chausson, David et Krieger.

Commission des affaires étrangères.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Aragon (d'), Archidice, Aumoran (général), Bardoux (Jacques), Bastid (Paul), Biscarlet, Bonnefous (Edouard), Bonte (Florimond), Bouhey (Jean), Boysson (de), Mme Braun (Madeleine), MM. Cachin (Marcel), Chambrun (de), Chevigné (de), Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Cot (Pierre), Coty (René), Dhers, Fajon (Etienne), Fontlupt-Esperaber, Grenier (Fernand), Jouve (Géraud), Le Bail, Leenhardt, Marin (Louis), Mutter (André), Pourtalet, Pronteau, Raymond-Laurent, Rivet, Rosenblatt, Scherer, Schumann (Maurice) (Nord), Teitgen (Henri) (Gironde), Terrenoire, Mme Vaillant-Couturier.

M. Jacques Duclos assistait à la séance comme rapporteur particulier du budget du ministère des affaires étrangères.

Commission de l'agriculture.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Bas, Baudry d'Asson (de), Baurens, Blanchet, Bosquet, Boulet (Paul), Mme Boutard, MM. Caron, Castera, Charpentier, Chevallier (Pierre) (Loiret), Delcos, Garavel, Gros, Guille, Guillou (Louis) (Finistère), Lamarque-Cando, Lambert (Lucien) (Bouches-du-Rhône), Laurens (Camille) (Cantal), Lucas, Mabrut, Martineau, Masson (Jean) (Haute-Marne), Monin, Montagnier, Moussu, Paumier, Pouyet, Rochet (Waldeck), Ruffe, Sesmaisons (de), Signor, Terpend, Valay, Vée (Gérard), Zunino.

Excusés. — MM. Lalle, Roulon.

Suppléant. — M. Dumet (Jean-Louis) de M. Perdon (Hilaire).

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Arnal, Arthaud, Barrot, Mme Bastide (Denise) (Loire), MM. Boulet (Paul), Bouxom, Cayeux (Jean), Charpin, Chassaing, Cordonnier, Dixmier, Duprat (Gérard), Faraud, Frédet (Maurice), Gallet, Girard, Mazuez, Mora, Mmes Peyroles, Rabaté, Roca, MM. Thamier, Vuillaume.

Excusé. — M. Dubois.

Suppléants. — MM. Alphonse Denis (de M. Môquet, Guilbert (de M. Poinso-Chapuis), Defos du Rau (de M. Roques), Dumet (de Mme François), Mmes Jenny Flachier (de Mme Hertzog-Cachin), Mathilde Méty (de M. Savard), M. Lavergne (de Mme Charbonnel).

La commission de la famille, de la population et de la santé publique, dans sa séance du mercredi 29 janvier 1947, a nommé président M. Dubois, en remplacement de M. Roclore, nommé ministre.

Commission des finances.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Pierre Abelin, Auguste Allonneau, Albert Audry, Gaston Auguet, Charles Barangé, Jean Blocquaux, Maurice Bourges-Maunoury, Maurice Brillouet, André Burlot,

Robert Buron, Abdelkader Cadi, Léon Dagain, Joseph Denais, Jacques Duclos, Joannès Dupraz, Marc Dupuy, Roger Dusseaulx, Jean Errecart, Pierre Gabelle, Félix Garcia, Gilles Gozard, Jacques Gresa, André Guillant, Jean-Moreau, René Lamps, Maurice-Petsche, René Mayer, Pierre Mendès-France, Pierre Meunier, Bernard Paumier, Christian Pineau, René Pleven, Arthur Ramette, Paul Reynaud, Lionel de Tinguy, Auguste Tourtaud, Pierre Truffaut, Maurice Violette.

Commission de l'intérieur.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Astier de La Vigerie (d'), Badiou, Ballanger (Robert) (Seine-et-Oise), Ben Tounes, Borra, Bouret (Henri), Chevalier (Fernand) (Alger), Cordonnier, Cristofol, Demusois, Deshors, Doyen, Fagon (Yves), Fonlupt-Esperaber, Godin, Guyomard, Hussel, Jaquet, Jeanmot, Kuehn, Lamine-Debaghine, L'Huillier (Waldeck), Liquard, Mokhtari, Mont, Petit (Albert) (Seine), Rabier, Serre, Servin, Sigrist, Mme Sportisse, MM. Viard, Wagner.

Excusé. — M. Renouvel.

Suppléants. — M. Crouzier (de M. Barrachin), M. Djemad (de M. Dreyfus-Schmidt).

Commission de la justice et de législation.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — M. Amiot, Mlle Archimède, MM. Berger, Bourbon, Cerny, Chamant, Charpin, Chautard, Cherrier, Citerne, Courant, Defos du Rau, Delahoutre, Dominjon, Faure, Gallet, Galy-Gasparrou, Garet, Grimaud, Guesdon, Mme Hertzog-Cachin, MM. Juge, Kriegel-Valrimont, Mabrut, Mondon, Montillot, Moro-Giafferri (de), Péron (Yves), Rollin (Louis), Tinaud, Toujas, Valentino.

Suppléant. — M. Vuillaume (de M. Wasmer).

Commission de la production industrielle.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Boccagny, Bouvier-O'Cottereau (Mayenne), Cartier (Marius) (Haute-Marne), Catoire, Charlot (Jean), Couston, Degoutte, Deixonne, Farine (Philippe), Furaud, Gavini, Goudoux, Loustau, Louvel, Mallez, Marcellin, Maton, Mehaignerie, Michel, Orvoen, Roucaute (Gabriel) (Gard), Sion.

Excusé. — M. Krieger.

Suppléants. — MM. Dassonville (de M. Lecœur), Morand (de M. L'Huillier), Mme Schell (de M. Marcel Paul).

Commission des territoires d'outre-mer.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Aujoulat, Boganda, Boisdon, Devinat, Diallo (Yacine), Dumas (Joseph), Marc Dupuy (Gironde), Duveau, Félix-Tchicaya, Frédéric-Dupont, Gosnat, Guillon (Jean), Houphouet-Boigny, Juglas, Laurelli, Malbrant, Mamadou Konate, Martine, Monjaret, Ninine, Rabier, Ramarony, Ravoahangy, Reille-Soult, Senghor, Silvandre, Sourbet, Theeten, Thibault.

Excusés. — MM. Audeguil, Tony Revillon.

Suppléants. — MM. Bayrou (de M. Castellani), Coulibaly Ouezzin (de M. Césaire), Mlle Archimède (de M. Cance), MM. Mamba Sano (de M. Lisette), Temple (de M. Jacquinot).

Convocations de commissions.

La commission de l'agriculture se réunira le vendredi 31 janvier 1947 (local de la commission n° 232):

1° A seize heures.

Examen de l'avis de M. Pouyet sur le projet de loi (n° 282) portant organisation du marché de la viande.

2° A dix-sept heures.

Audition du ministre de l'agriculture.

La commission des finances se réunira le jeudi 30 janvier 1947, à dix heures (local de la commission):

I. — Projet de loi (n° 391) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'une allocation provisionnelle aux personnels de l'Etat en activité et en retraite (M. le rapporteur général) et audition du ministre des finances sur ce projet.

II. — Projet de loi (n° 305) portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement (M. le rapporteur général).

La commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones se réunira le vendredi 31 janvier 1947, à quatorze heures trente (local de la commission n° 211).

Désignation de rapporteurs:

1° De la proposition de résolution (n° 268) de M. Demusois tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les mesures augmentant les tarifs des abonnements aux chemins de fer (S. N. C. F.) dans la région parisienne;

2° Du projet de loi (n° 295) portant institution de la compagnie Air-France.

Rapport de M. Barthélemy sur le projet de loi (n° 210) autorisant l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris et sa banlieue.

Additif à l'ordre du jour de la séance que tiendra la commission du ravitaillement, le jeudi 30 janvier 1947, à dix heures trente (local de la commission n° 222):

II. — Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 282) relatif à l'organisation du marché de la viande.

III. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour la proposition de résolution (n° 67) de M. Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la livraison du blé et du lait, renvoyée pour le fond à la commission de l'agriculture.

IV. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour la proposition de loi de M. Bocquet (n° 186) relative à l'amnistie de certains délits de hausse illicite, renvoyée pour le fond à la commission de la justice et de législation.

V. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour:

a) La proposition de résolution de M. Waldeck Rochet (n° 250) tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires;

b) La proposition de résolution de M. Vée (n° 252) tendant à la nomination d'une commission d'enquête chargée d'examiner tous les problèmes se rattachant au marché du vin depuis le 20 juin 1946 jusqu'à ce jour, renvoyées pour le fond à la commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions;

VI. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour la proposition de loi de Mme Degrond (n° 338) tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des halles centrales de Paris et à la réglementation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national.

Réunions des commissions du jeudi 30 janvier 1947.

Commission des finances, à dix heures. — Local de la commission.

Commission de la presse, à dix heures trente. — Local n° 230.

Commission du ravitaillement, à dix heures trente. — Local n° 222.

Commission du suffrage universel, à neuf heures trente. — Local n° 249.

Commission du travail et de la sécurité sociale, à dix heures. — Local n° 264.

2e bureau, à dix-sept heures. — Local du bureau n° 2.

Rectifications.

Scrutin n° 22 du mardi 28 janvier 1947 sur l'ordre du jour de confiance présenté par MM. Charles Cussy, Jacques Duclos, Lecourt, Queuille et Eugène Petit dit Gaudlue.

M. de Recy, porté comme ayant voté « contre », déclare « n'avoir pas pris part au vote ».

M. Ben Tounès, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », déclare avoir voulu voter « pour ».

C'est par suite d'une erreur typographique:

1° Que les noms de MM. André Monteil (Finistère) et Eugène Rigal (Seine) figurent à la fois dans la liste des membres ayant voté « pour » et dans la liste des membres « n'ayant pas pris part au vote ».

En réalité, MM. André Monteil (Finistère) et Eugène Rigal (Seine) avaient déposé dans l'urne un bulletin blanc, et leurs noms doivent être seulement maintenus dans la liste des membres ayant voté « pour »;

2° Que le nom de M. July ne figure dans aucune des listes de ce scrutin.

En réalité, M. July n'avait pas pris part au vote, et son nom doit être rétabli dans la liste des membres « n'ayant pas pris part au vote ».

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1947

Ordre du jour du vendredi 31 janvier 1947.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs (*suite*):

1er bureau Dahomey (1er collège) (M. Lenret, rapporteur).

1er bureau Dahomey (2e collège) (M. Le Menditte, rapporteur).

5e bureau Océanie (M. Fournier, rapporteur).

6e Bureau Sénégal (1er collège) (M. Le Sassier-Boisauné, rapporteur).

2. — Nomination d'un vice-président du Conseil de la République (art. 10 du règlement).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er étage. — Depuis M. Sid-Cara, jusques et y compris M. Victoor.

Tribunes. — Depuis M. Vieljeux, jusques et y compris M. Borgeaud.

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Armengaud, Bardon-Damarzid, Brizard, Charles-Cros, Colardeau, Coste (Charles), Debray (André), Declercq, Dumas (François), Gadoin, Gargominy, Guenin, Le Contel, Liénard, Merle (Toussaint), Molinié, Nova, Ou Rabah, Pontille (Germain), Rochereau, Siaut, Soldani, Mme Vialle.

Suppléant. — M. Ferracci (de M. Cozzano).

La commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a nommé:

Président: M. Armengaud.

Vice-présidents: MM. Le Contel, Pontille.

Secrétaires: MM Charles Cros, Ou Rabah.

Commission des affaires étrangères.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Aguesse, Bendjelloul (Mohamed-Salah), Bloch, Mme Brossolette, MM. Brunot, Buard, Cardonne (Gaston), Chatagner, Delmas (Général), Mlle Dumont (Yvonne), MM. Grumbach, Helleu, Jacques Destrée, Jullien, Mme Lefaucheux, MM. Léonetti, Mostefaï (El-Hadi), Ott, Mme Patenôtre (Jacqueline-André-Thome), MM. Paul-Boncour, Pezet (Ernest), Primet, Sérot (Robert), Willard (Marcel), Zyromski.

La commission des affaires étrangères a nommé:

Président: M. Grumbach.

Vice-présidents: MM. Jean-Richard Bloch, Pezet.

Secrétaires: MM. Aguesse, Colonna.

Commission de l'agriculture.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Bellon, Bené Jean, Brettes, Brunhes (Charles), Condé du Foresto, Dadu, David (Léon), Dulin, président, Felice (de), Gravier (Robert), Henri, Jayr, Laurenti, Le Coent, Le Goff, Le Terrier, Montalembert (de), Morel (Charles), Primet, Roudel, Sempé, Simard (René), Mme Vigier.

Excusés. — MM. Champeix, Chochoy, Lemoine, Saint-Cyr, Tognard.

La commission de l'agriculture a nommé:

Président: M. Dulin.

Vice-présidents: MM. Dadu, Henri.

Secrétaires: MM. Le Coent, Le Goff.

Commission de la défense nationale.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Amiot, Barré, Boyer (Max), Cherrier, Clairefond, général Delmas, Djaument, Guirriec, Legeay, de Lassier-Boisauné, Mahdad, Mercier, Meyer, colonel Mounet, Paul-Boncour, Poirault, Rogier, Rosset, Rotinat, Southon, général Tubert, Van Brellen.

Excusé. — M. Debray.

La commission de la défense nationale a nommé:

Président: général Tubert.

Vice-présidents: MM. Gerber (Marc), Rotinat.

Secrétaires: MM. Barré (Henri), Cherrier.

Commission de l'éducation nationale, des beaux arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Berlioz, Bloch, Bollaert (Emile), Bonnefous (Raymond), Djaument, Mlle Dumont (Mireille), Mme Eboué, MM. Amédée Guy, Hocquard, Janton, La Gravière, Menu, Morel, Ott, Mme Pacaut, MM. Tajot (Hubert), Pflejer, Pujol, Racault, Mme Saunier, MM. Southon, Victoor.

Excusés. — MM. Bordeneuve, Lero, Mlle Trinquier.

La commission de l'éducation nationale, des beaux arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs a nommé:

Président: Mme Saunier.

Vice-présidents: Mlle Dumont (Mireille), M. Morel.

Secrétaires: MM. Ott, Champeix.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Ascencio (Jean), Barel (Adrien), Bonnefous (Raymond), Boudet, Mlle Dumont (Mireille), Mme Dumont (Yvonne), M. Fraisseix, Mme Girault, MM. Guy (Amédée), Jouve (Paul), Lafay (docteur), Le Goff, Leuret, Lienard, Masson (Jules), Molle (Marcel), Mme Oyon, MM. Paget (Alfred), Pernot, Roche (Marie), Rollin, MM. Sidcara, Teyssandier, Mme Vigier.

Excusés. — Mme Pican, M. Vourc'h.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique a nommé:

Président: M. Amédée Guy.

Vice-présidents: M. Lafay, Mme Rollin.

Secrétaires: Mme Giraud, M. Molle.

Commission des finances.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Avinin, Berlioz, Boyer, Cardonne, Courrière, Dorey, Grenier, Janton, Laffargue, Landaboure, Mahdad, Merle, Monnet, Peschaud, Poher, Reverdori, Mme Roche, MM. Roubert, Thomas, Vieljeux, Voyant.

La commission des finances a nommé:

Président: M. Roubert.

Vice-présidents: MM. Avinin, Cardonne.

Secrétaires: M. Dorey, Mme Roche.

Rapporteur général: M. Poher.

Commission de la France d'outre-mer.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. André, Aussel, Bosson, Brizard, Brunhes, Cozzano, David, Diop, Djamah, Duhourquet, Ferracci, Guirriec, Guissou, Jayr, Mme Lefaucheux, MM. Lesassier-Boisauné, Malga, Monnerville, Mostefaï, Rucart, Serot, Soce, Toure, Verdeille, Vittori.

Suppléant. — M. Charles Cros (de M. Cozzano).

La commission de la France d'outre-mer a nommé:

Président: M. Marc Rucart.

Vice-présidents: MM. Max André, Mohamadou Malga.

Secrétaires: MM. Diop (Ousmane), Soce, El Hadi Mostefaï.

Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Benoit, Bollaert, Borgeaud, Couteaux, Mme Devaud, MM. Dujardin, Dupic, Gatuing, Guénin, Hamon, Larribère, Marintabouret, Meyer, Rogier, Sablé, Saïah, Sarrien, Tréminfin, Tubert (Général), Verdeille, Vergnole, Vignard, Voyant.

La commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) a nommé:

Président: M. Léo Hamon.

Vice-présidents: MM. Bollaert, Dujardin.

Secrétaires: MM. Richard, Voyant.

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. André (Max), Berthelot (Jean-Marie), Boivin-Champeaux, Bordeneuve, Bosson (Charles), Carcassonne, Charlet, Chaumel, Chauvin, Cherrier (René), Colardeau, Courrière, Félice (de), Fournier, Giacomoni, Mme Girault, MM. Hauriou, Ignacio-Pinto, Landaboure, Laurenti, Minvielle, Pernot, Willard (Marcel).

Excusés. — MM. Carles, Fourre, Maire, Rausch, Plaloux.

La commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale a nommé:

Président: M. Marcel Willard.

Vice-présidents: MM. Chaumel, Pernod.

Secrétaires: MM. Bordeneuve, Colardeau.

Commission de la marine et des pêches.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Abel-Durand, Borher, Borgeaud, Brunot, Charles-Cros, Decaux, Defrance, Denvers, Djanah, Jaouen (Albert), Jaouen (Yves), Lagarosse, Leconte, Le Diuz, Léonetti, Mammonat, Marintabouret, Montier, Renaison, Siabas, Sidcara, Vieljeux, Vignard, Walker.

Excusé. — M. Vourc'h.

La commission de la marine et des pêches a nommé:

Président: M. Abel Durand.

Vice-présidents: MM. Defrance, Montier.

Secrétaires: MM. Bocher, Marintabouret.

Commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes).

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Baratgin, Barre, Benkhelil, Benoit, Bocher, Boudet, Boyer, Brunhes, Buffet, Cardin, Chambriard, Denvers, Duhourquet, Dujardin, Glauque, Jouve, Lagarosse, Malga,

Masson Mongascon (de), Prevost, Quessot, Rouel, Saïah.

Excusés. — MM. Dubois, Monnerville, Rochette.

La commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.) a nommé:

Président: M. Julien Brunhes.

Vice-présidents: MM. Saïah, Masson.

Secrétaires: MM. Prevost, Buffet.

Commission des pensions.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Ascensio (Jean), Bellon, Bossanne (André), Brier, Mmes Cardot, Claeys, MM. Costé (Charles), Dassaud, Gadour, Gargominy, Gatuing, Giauque, Jullien, Laffargue, Lemet, Menditte (de), Noval, Mme Oyon, MM. Salvago, Teyssandier, Thomas, Vilhet, Vittori.

La commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) a nommé:

Président M. Gatuing.

Vice-présidents: Mme Oyon, M. Vittori.

Secrétaires: MM. Menditte (de), Gadoin.

Commission de la presse, de la radio et du cinéma.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Aguesse, Bardon-Damarzid, Bene, Bouloux, Boyer, Mme Brossolette, MM. Charlet, Delfortrie, Diop, Hauriou, Jacques-Destrée, Jarrie, La Gravière, Legeay, Menditte (de), Merle, Molle, Montgascon, Mme Pacaut, M. Pajot, Mme Patenôtre, MM. Pezet, Rouel, Rucart, Sable, Vergnole.

La commission de la presse, de la radio et du cinéma a nommé:

Président: M. André Hauriou.

Vice-présidents MM. Jacques-Destrée, N...

Secrétaires: M. Grangeon, Mme Patenôtre (Jacqueline André-Thôme).

Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions.

Séance du mercredi 29 janvier 1947.

Présents. — MM. Avinin, Baratgin, Bendjelloul, Benkhelil, Brier, Buard, Cardin, Chaumel, Couteaux, Dorey, Franceschi, Grumbach, Guyot, Hamon, Lefranc, M'Bodje, Montalembert, Nicod, Rotinat, Roubert, Sempe, Simon, Soce, Tremintin, Zyromski.

La commission du suffrage universel du règlement et des pétitions a nommé:

Président: M. Trémintin.

Vice-présidents: MM. Couteaux, Franceschi.

Secrétaires: MM. Baratgin, Benkhelil.

Réunions des commissions du jeudi 30 janvier 1947.

Commission de la production industrielle, à neuf heures trente. — Local n° 214.

Commission du ravitaillement, à neuf heures trente. — Local n° 217.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, à dix heures quinze. — Local n° 201.

Commission du travail et de la sécurité sociale, à onze heures. — Local n° 221.

Avis de concours pour l'emploi de sténodactylographe (dame secrétaire) des services du Conseil de la République.

Un concours pour le recrutement de sténodactylographes (dames secrétaires) des services du Conseil de la République aura lieu le samedi après-midi 1er février et le dimanche matin 2 février 1947.

Ce concours comprendra les épreuves suivantes:

1° Dictée manuscrite;

2° Narration sur un sujet d'histoire ou de géographie (niveau du brevet élémentaire: Histoire de France de 1789 à 1940. Géographie de la France et des territoires d'outre-mer);

3° Epreuve sténographique avec reproduction à la machine à écrire de la prise sténographique;

4° Reproduction à la machine à écrire d'un texte comportant un tableau de finances.

Les épreuves de chaque matière seront cotées de 0 à 20 points et affectées des coefficients suivants:

Dictée manuscrite	2
Narration d'histoire et de géographie	1
Epreuve sténographique	3
Reproduction d'un texte et d'un tableau	1

Les candidates qui désireraient prendre part à ce concours devront faire parvenir, avant le 1er février 1947, au secrétariat général du Conseil de la République, leur demande accompagnée des pièces suivantes:

1° Extrait de leur acte de naissance sur papier timbré;

2° Extrait récent de leur casier judiciaire;

3° Certificat de bonne vie et mœurs;

4° Note indiquant leur situation de famille;

5° Copie des titres universitaires;

6° Certificat médical délivré par le médecin chef du Conseil de la République, qui recevra les candidates de Paris à son domicile, 127, boulevard Saint-Michel (Odéon 49-89), les mardis, jeudis et samedis, de quatorze heures à seize heures, et les candidates de province, le vendredi 31 janvier 1947, à partir de seize heures trente, 36, rue de Vaugirard (métro Odéon).

Elles devront être Françaises, âgées de dix-huit ans au moins et de trente ans au plus au 1er février 1947. Toutefois, celles ayant moins de vingt ans ne pourront être titularisées que lorsqu'elles auront atteint leur vingtième année.

En outre, elles devront déclarer sur l'honneur qu'elles ne tombent pas sous le coup des dispositions des ordonnances du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative, et du 26 août 1944 sur l'indignité nationale et, qu'en tout état de cause, elles n'ont pas été frappées par l'un ou l'autre de ces deux textes.

Tous renseignements complémentaires seront donnés aux candidates qui se présenteront au secrétariat général du Conseil de la République, palais du Luxembourg, 15, rue de Vaugirard (métro Odéon) tous les jours de neuf heures trente à midi, et de quatorze heures à dix-huit heures.

Avis de concours pour l'emploi de sténographe des débats du Conseil de la République.

Un concours pour le recrutement de sténographes des débats du Conseil de la République aura lieu le 15 février 1947.

Les candidats qui désireraient prendre part à ce concours devront faire parvenir, avant le 11 février 1947, au secrétariat général du Conseil de la République, leur demande accompagnée des pièces suivantes:

1° Extrait de leur acte de naissance sur papier timbré;

2° Extrait récent de leur casier judiciaire;

3° Certificat de bonne vie et mœurs;

4° Note indiquant leur situation de famille;

5° Copie des titres universitaires;

6° Certificat médical délivré par le médecin chef du Conseil de la République, qui recevra les candidats de Paris à son domicile, 127, boulevard Saint-Michel (Odéon 49-89), les mardis, jeudis et samedis, de quatorze heures à seize heures, et les candidats de province le 14 février 1947, à partir de seize heures trente, 36, rue de Vaugirard (métro Odéon);

7° Un pièce établissant qu'ils ont satisfait définitivement aux lois de recrutement (état signalétique et des services ou certificat de de réforme).

Les candidats devront être Français et âgés de vingt ans au moins et de trente ans au plus au 7 novembre 1946, cette limite d'âge étant augmentée d'une durée égale à celle de leurs services militaires légaux et de guerre. Ils devront, en outre, être pourvus d'un diplôme de baccalauréat de l'enseignement secondaire.

De plus, ils devront déclarer sur l'honneur qu'ils ne tombent pas sous le coup des dispositions des ordonnances du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative et du 26 août 1944 sur l'indignité nationale, ou qu'en tout état de cause ils n'ont pas été frappés par l'un ou l'autre de ces deux textes.

Le programme du concours et tous renseignements complémentaires seront donnés aux candidats qui se présenteront au chef du service sténographique du Conseil de la République, palais du Luxembourg, 15 *bis*, rue de Vaugirard (métro Odéon), les mardis, jeudis et samedis, à partir de quinze heures.

AVIS & COMMUNICATIONS

Ministère des finances.

Avis relatif au tirage de la quarante-neuvième tranche de la loterie nationale 1946.

Le tirage de la quarante-neuvième tranche de la loterie nationale 1946 aura lieu en présence du public, le mercredi 5 février 1947, à vingt heures trente.

Avis n° 127 de l'office des changes modifiant et complétant les avis n°s 97 et 98 (relations financières entre la zone franc et le Brésil).

Le Banco do Brasil a récemment modifié les cours qu'il pratique sur le dollar U. S. A., la livre sterling et le franc français. Ces cours s'établissent ainsi à compter du 3 janvier 1947 (en cruzeiros):

	francs français.	Livre sterling.	Dollar.
Cours d'achat....	100 ff. = Cruz. $ 15,46 Soit 100 Cruz. $ = 646,830 ff.	1 £ = Cruz. $ 74,0714	1 $ = Cruz. $ 18,38
Cours de vente...	100 ff. = Cruz. $ 15,74 Soit 100 Cruz. $ = 635,321 ff.	1 £ = Cruz. $ 75,4416	1 $ = Cruz. $ 18,72

Les dispositions correspondantes des avis n°s 97 et 98 sont modifiées en conséquence.

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, directeur des Journaux officiels:* PIERRE CASSAGNEAU.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

Tirages financiers

SOCIÉTÉ NATIONALE DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DES TITRES
23, RUE DE LONDRES, PARIS (9e)
R. C.: Seine n° 276448 B.

Alsace-Lorraine 5 0/0 1921.

Liste des 5.500 titres sortis au tirage du 5 novembre 1946 et remboursables à partir du 1er mars 1947, au prix de 960,8 F.

2.201 à 300	219.001 à 100	598.801 à 900
43.801 à 900	220.201 à 300	607.301 à 400
40.901 à 990	256.501 à 600	628.901 à 999
41.000	258.101 à 200	629.000
57.701 à 800	287.001 à 100	647.501 à 600
66.301 à 400	299.001 à 100	725.301 à 400
77.901 à 999	302.101 à 200	826.401 à 500
78.000	322.301 à 400	833.101 à 200
82.701 à 800	335.101 à 200	843.501 à 600
111.401 à 500	347.701 à 800	847.001 à 100
122.001 à 100	377.701 à 800	853.001 à 100
122.301 à 400	408.701 à 800	256.401 à 500
143.801 à 900	452.601 à 700	908.801 à 900
149.601 à 700	462.601 à 700	955.101 à 200
162.001 à 100	488.601 à 700	1.009.901 à 999
165.901 à 999	516.201 à 300	1.010.000
166.000	540.601 à 700	1.057.001 à 100
168.101 à 200	545.201 à 300	1.064.801 à 900
185.901 à 999	568.201 à 300	1.070.701 à 800
186.000	571.201 à 300	
200.301 à 400	588.501 à 600	

Etat 4 0/0 1921.

Liste des 30.700 titres sortis au tirage du 5 novembre 1946 et remboursables à partir du 1er mars 1947, au prix de 947,5 F.

1.201 à 300	323.000	725.401 à 500
5.101 à 200	333.101 à 200	729.701 à 800
15.301 à 400	337.601 à 700	737.201 à 300
37.201 à 300	339.101 à 200	739.001 à 100
43.601 à 700	402.801 à 900	809.201 à 300
44.201 à 300	403.601 à 700	839.601 à 700
45.801 à 900	426.801 à 900	858.801 à 900
47.401 à 500	440.301 à 400	859.201 à 300
48.301 à 400	443.401 à 500	861.101 à 200
51.101 à 200	471.401 à 500	879.401 à 500
66.701 à 800	494.201 à 300	890.201 à 300
70.701 à 800	500.201 à 300	900.801 à 900
87.001 à 100	522.001 à 100	926.401 à 200
87.401 à 500	524.401 à 500	1.008.801 à 900
130.701 à 800	537.201 à 300	1.009.001 à 100
138.001 à 100	562.701 à 800	1.011.201 à 300
153.401 à 500	567.701 à 800	1.030.601 à 700
182.601 à 700	574.501 à 600	1.031.401 à 500
241.101 à 200	586.601 à 700	1.040.901 à 999
244.901 à 999	588.501 à 999	1.041.000
245.000	616.000	1.122.801 à 900
272.701 à 800	640.501 à 600	1.139.801 à 900
286.201 à 300	661.301 à 400	1.142.001 à 100
290.601 à 700	687.501 à 600	1.155.801 à 900
322.901 à 999	691.001 à 100	1.162.501 à 600
1.173.601 à 700	2.463.501 à 600	3.813.001 à 100
1.202.201 à 300	2.477.201 à 300	3.826.201 à 300
1.209.001 à 100	2.482.401 à 500	3.827.501 à 600
1.209.301 à 400	2.505.301 à 400	3.834.101 à 200
1.226.101 à 200	2.518.201 à 300	3.841.301 à 400
1.234.101 à 200	2.518.901 à 999	3.858.801 à 900
1.254.201 à 300	2.519.000	3.865.601 à 700
1.256.501 à 600	2.522.901 à 999	3.866.801 à 900
1.260.301 à 400	2.523.000	3.872.201 à 300
1.279.201 à 300	2.551.801 à 900	3.887.601 à 700
1.283.601 à 700	2.558.001 à 100	3.901.701 à 800
1.287.401 à 500	2.629.101 à 200	3.913.901 à 999
1.296.601 à 700	2.635.601 à 700	3.914.000
1.304.401 à 500	2.657.701 à 800	3.936.601 à 700
1.347.301 à 400	2.671.501 à 600	3.975.201 à 300
1.358.701 à 800	2.711.601 à 700	3.977.201 à 300
1.400.701 à 800	2.715.501 à 600	3.997.101 à 200
1.403.301 à 400	2.737.301 à 400	4.002.601 à 700
1.419.301 à 400	2.750.801 à 900	4.057.701 à 800
1.429.401 à 500	2.784.801 à 900	4.079.801 à 900
1.474.301 à 400	2.822.901 à 999	4.088.001 à 100
1.521.401 à 500	2.823.000	4.105.801 à 900
1.526.601 à 700	2.832.401 à 500	4.110.701 à 800
1.533.401 à 500	2.849.501 à 600	4.113.301 à 400
1.599.601 à 700	2.872.301 à 400	4.122.301 à 400
1.594.001 à 100	2.874.501 à 600	4.133.201 à 300
1.604.901 à 999	2.905.101 à 200	10.001.801 à 900
1.605.000	2.920.301 à 400	10.005.101 à 200
1.633.601 à 700	2.922.601 à 700	10.007.801 à 900
1.647.401 à 500	2.926.001 à 100	10.014.301 à 400
1.669.001 à 100	2.926.201 à 300	10.021.401 à 500
1.681.001 à 100	2.981.501 à 600	10.024.101 à 200
1.690.601 à 700	3.006.001 à 100	10.036.801 à 900
1.695.601 à 700	3.021.501 à 600	10.059.301 à 400
1.699.601 à 700	3.064.001 à 100	10.075.201 à 300
1.715.501 à 600	3.075.001 à 100	10.086.601 à 700
1.722.101 à 200	3.091.901 à 999	10.096.901 à 999
1.746.301 à 400	3.092.000	10.097.000
1.746.901 à 999	3.129.001 à 100	10.104.201 à 300
1.747.000	3.150.301 à 400	10.118.301 à 400
1.750.701 à 800	3.155.601 à 700	10.129.301 à 400
1.771.201 à 300	3.159.701 à 800	10.138.001 à 100
1.772.801 à 900	3.167.501 à 600	10.153.701 à 800
1.810.501 à 600	3.168.101 à 200	10.161.601 à 700
1.837.001 à 100	3.189.401 à 500	10.171.901 à 999
1.841.301 à 400	3.209.601 à 700	10.172.000
1.865.401 à 500	3.236.401 à 500	10.177.001 à 100
1.873.701 à 800	3.280.001 à 100	10.180.001 à 100
1.895.101 à 200	3.291.101 à 200	10.224.001 à 100
1.905.301 à 400	3.295.101 à 200	10.224.101 à 200
1.907.701 à 800	3.325.501 à 600	10.236.001 à 100
1.923.601 à 700	3.328.601 à 700	10.249.601 à 700
1.923.901 à 999	3.355.501 à 600	10.255.601 à 100
1.921.000	3.359.201 à 300	10.274.701 à 800
1.930.301 à 400	3.359.901 à 999	10.290.101 à 200
1.972.101 à 200	3.360.000	10.291.201 à 300
2.010.401 à 200	3.379.801 à 900	10.311.601 à 700
2.021.501 à 600	3.395.901 à 999	10.313.601 à 700
2.022.501 à 600	3.396.000	10.337.901 à 999
2.025.001 à 100	3.556.701 à 800	10.338.000
2.041.301 à 300	3.605.601 à 700	10.345.401 à 500
2.051.801 à 900	3.612.801 à 900	10.358.901 à 999
2.061.601 à 700	3.624.901 à 999	10.359.000
2.077.701 à 800	3.625.000	10.361.001 à 100
2.084.201 à 300	3.625.301 à 400	10.376.301 à 400
2.096.001 à 100	3.644.201 à 300	10.422.101 à 200
2.141.801 à 900	3.678.601 à 700	10.451.101 à 200
2.162.201 à 300	3.707.401 à 500	10.462.501 à 600
2.202.601 à 700	3.712.201 à 300	10.476.501 à 600
2.288.601 à 700	3.767.001 à 100	10.552.001 à 100
2.307.301 à 400	3.770.801 à 900	10.554.801 à 900
2.313.801 à 900	3.784.401 à 500	10.557.601 à 700
2.336.101 à 200	3.792.801 à 900	10.635.701 à 800
2.414.001 à 100	3.800.801 à 900	10.648.601 à 700
2.424.801 à 900	3.802.901 à 999	10.671.801 à 900
2.448.101 à 200	3.803.000	10.673.801 à 900
2.453.001 à 100	3.805.901 à 999	10.693.701 à 800
2.457.101 à 200	3.806.000	10.705.401 à 500
	3.810.501 à 600	10.707.501 à 600
10.725.201 à 300	10.850.301 à 400	10.923.301 à 400
10.761.501 à 600	10.866.501 à 600	10.923.801 à 900
10.763.501 à 600	10.891.601 à 700	10.944.501 à 600
10.782.001 à 100	10.901.901 à 999	10.945.601 à 700
10.793.801 à 900	10.902.000	10.949.301 à 400
10.837.301 à 400	10.910.001 à 100	10.961.501 à 600

Nord 4 0/0 1921.

Liste des 11.000 titres sortis au tirage du 5 novembre 1946 et remboursables à partir du 1er mars 1947, au prix de 938,6 F.

36.501 à 600	647.000	1.227.000
48.701 à 800	665.701 à 800	1.233.601 à 700
62.301 à 400	667.701 à 800	1.237.001 à 100
73.101 à 200	682.501 à 600	1.289.501 à 600
81.201 à 300	698.601 à 700	1.297.101 à 200
97.101 à 200	704.201 à 300	2.713.401 à 500
110.601 à 100	713.101 à 200	2.714.501 à 600
148.501 à 600	729.101 à 200	2.729.701 à 800
150.801 à 900	735.601 à 700	2.748.701 à 800
160.901 à 999	781.101 à 200	2.786.101 à 200
161.000	793.501 à 600	2.820.101 à 200
168.501 à 600	823.101 à 200	2.834.501 à 600
192.001 à 100	836.401 à 500	2.837.701 à 800
232.801 à 900	866.201 à 300	2.839.301 à 400
248.601 à 700	870.001 à 100	2.883.801 à 900
259.501 à 600	886.101 à 200	2.893.701 à 800
262.401 à 500	892.701 à 800	2.907.401 à 500
288.701 à 800	921.801 à 900	2.915.401 à 500
289.401 à 500	930.301 à 400	3.027.801 à 900
342.701 à 800	945.401 à 500	3.028.501 à 600
325.201 à 300	951.701 à 800	3.038.001 à 100
336.301 à 400	976.801 à 900	3.059.901 à 999
375.001 à 100	990.501 à 600	3.060.000
380.801 à 900	1.000.501 à 600	3.089.601 à 700
399.701 à 800	1.036.001 à 100	3.095.101 à 200
411.301 à 400	1.039.501 à 600	3.100.401 à 500
419.801 à 900	1.077.901 à 999	3.114.501 à 600
437.601 à 700	1.078.000	3.180.101 à 200
453.701 à 800	1.091.101 à 200	3.181.101 à 200
483.601 à 700	1.098.201 à 300	3.187.901 à 999
491.501 à 600	1.103.501 à 600	3.188.000
509.601 à 700	1.113.301 à 400	3.199.501 à 600
516.701 à 800	1.129.501 à 600	3.204.601 à 700
528.001 à 100	1.145.101 à 200	3.232.301 à 400
547.801 à 900	1.183.901 à 999	3.240.601 à 700
548.201 à 300	1.184.000	3.251.401 à 500
576.401 à 500	1.185.501 à 600	3.281.201 à 300
626.301 à 400	1.206.401 à 500	3.289.001 à 100
646.901 à 999	1.226.901 à 999	3.297.201 à 300

Orléans 4 0/0.

Liste des 17.200 titres sortis au tirage du 5 novembre 1946 et remboursables à partir du 1er mars 1947, au prix de 462,1 F.

1.701 à 800	90.501 à 600	221.101 à 200
5.001 à 100	97.501 à 600	231.601 à 700
5.901 à 999	99.101 à 200	248.401 à 500
6.000	106.801 à 900	250.301 à 400
6.901 à 999	122.501 à 600	253.901 à 999
7.000	135.901 à 999	254.000
18.601 à 700	136.000	258.001 à 100
20.301 à 400	143.601 à 700	259.501 à 600
22.701 à 800	163.901 à 999	264.301 à 400
24.801 à 900	164.000	265.401 à 500
25.301 à 400	183.101 à 200	283.501 à 600
26.401 à 500	185.601 à 700	288.501 à 600
29.501 à 600	189.001 à 100	289.301 à 400
41.401 à 500	191.401 à 500	309.701 à 800
45.701 à 800	194.101 à 200	310.301 à 400
49.001 à 100	197.901 à 999	312.901 à 999
52.501 à 600	198.000	313.000
57.701 à 800	203.601 à 700	318.701 à 800
67.201 à 300	207.001 à 100	324.201 à 300
71.801 à 900	212.001 à 100	324.401 à 500
80.901 à 999	215.101 à 200	338.701 à 800
81.000	218.601 à 700	348.201 à 300

357.901 à 999	576.201 à 300	819.701 à 800
358.000	581.601 à 700	830.001 à 100
361.701 à 800	583.001 à 100	834.801 à 900
365.101 à 200	583.501 à 600	839.501 à 600
367.001 à 100	585.301 à 400	843.801 à 900
373.001 à 100	592.401 à 500	850.101 à 200
381.601 à 700	602.801 à 900	859.701 à 800
394.601 à 100	624.301 à 400	860.501 à 600
397.601 à 700	624.401 à 500	872.501 à 600
402.501 à 600	631.601 à 700	876.201 à 300
415.301 à 400	633.701 à 800	883.601 à 700
422.501 à 600	638.501 à 600	887.401 à 500
425.801 à 900	643.301 à 400	895.201 à 300
428.901 à 999	649.601 à 700	898.801 à 900
429.000	653.401 à 500	901.701 à 800
431.001 à 100	655.301 à 400	902.801 à 900
443.001 à 100	662.701 à 800	910.401 à 500
448.901 à 999	662.801 à 900	916.401 à 500
449.000	663.101 à 200	916.601 à 700
457.501 à 600	663.601 à 700	919.701 à 800
458.301 à 400	672.201 à 300	920.601 à 700
459.301 à 400	678.901 à 999	921.501 à 600
471.301 à 400	679.000	923.001 à 100
474.801 à 900	683.401 à 500	927.901 à 999
488.201 à 300	692.301 à 400	928.000
488.501 à 600	696.301 à 400	933.301 à 400
490.801 à 900	705.601 à 700	942.101 à 200
491.001 à 100	708.801 à 900	943.401 à 500
495.101 à 200	709.401 à 500	953.001 à 100
501.101 à 200	712.801 à 900	956.401 à 500
502.301 à 400	715.901 à 999	959.501 à 600
505.201 à 300	716.000	960.201 à 300
505.401 à 500	728.801 à 900	966.601 à 700
505.501 à 600	731.601 à 700	971.901 à 999
505.901 à 999	755.801 à 900	972.000
506.000	766.201 à 300	984.801 à 900
506.001 à 100	768.801 à 900	984.901 à 999
509.501 à 600	769.401 à 500	985.000
517.401 à 500	772.901 à 999	992.001 à 100
520.801 à 900	773.000	996.301 à 400
529.201 à 300	775.101 à 200	
573.601 à 700	789.101 à 200	

Ouest algérien 3 0/0.

SÉRIE 1877 (Nos 1 A 16280)

Liste des 111 titres sortis au tirage du 5 novembre 1946 et remboursables à partir du 1er mars 1947, au prix de 429,5 F.

97	380	712	1.136	1.141	1.263	1.433
1.434	1.773	1.952	2.041	2.058	2.074	2.085
2.275	2.444	2.649	2.913	2.987	2.996	3.086
3.137	3.195	3.365	3.505	3.800	4.109	4.256
4.271	4.394	4.468	4.541	4.640	4.718	4.783
5.012	5.161	5.197	5.200	5.268	5.412	5.415
5.670	5.717	5.729	5.748	5.815	5.987	5.994
6.090	6.471	6.534	6.672	7.023	7.217	7.507
7.537	7.591	7.690	7.773	7.939	8.171	8.242
8.268	8.350	8.480	8.496	8.648	8.757	8.884
9.086	9.117	9.232	9.339	9.368	9.425	9.780
9.793	9.874	10.036	10.046	10.155	10.205	10.241
10.264	10.291	10.657	11.318	11.512	11.609	11.651
11.812	12.037	12.164	12.545	12.695	13.341	13.645
13.736	13.817	13.876	14.122	14.125	14.424	14.921
14.960	15.534	15.645	15.665	15.689	15.952	

SÉRIE 1884 (Nos 16.281 A 251.280)

Liste des 1.625 titres sortis au tirage du 5 novembre 1946 et remboursables à partir du 1er mars 1947, au prix de 462,9 F.

19.751 à 760	49.021 à 024	89.572 et 573
19.871 à 880	50.021 à 030	89.575 à 580
20.081 à 090	51.741 à 750	90.721 à 727
20.491 à 500	52.731 à 740	90.729 et 730
23.461 à 466	53.321 à 330	92.701 à 710
23.468 à 470	53.461 à 470	93.302 à 305
24.541 à 550	53.671 à 680	93.307 à 310
25.411 à 450	54.991 à 999	93.331 à 340
25.471 à 480	55.000	160.691 à 700
26.491 à 500	57.251 à 260	101.031 à 040
28.581 à 590	58.041 à 050	101.081 à 086
30.534 à 535	59.141 à 150	101.088 à 090
31.381 à 390	59.391 à 400	101.981 à 990
31.821 à 830	61.651 à 660	102.961 à 970
33.361 à 370	64.591 à 600	104.291 à 300
33.691 à 700	67.741 à 750	104.441 à 450
35.201 à 210	70.891 à 900	106.061 à 070
36.751 à 759	74.581 à 590	107.741 à 750
39.021 à 024	74.811 à 820	108.571 à 575
39.026 à 030	75.821 à 830	108.577 à 580
42.231 à 240	76.931 à 940	108.681 à 690
43.131 à 140	81.241 à 250	114.231 à 240
43.531 à 540	85.041 et 042	114.591 à 595
44.221 à 230	85.044 à 060	114.597 à 600
44.621 à 630	86.721 à 730	115.541 à 550
46.561 à 570	87.241 à 250	117.251 à 260
47.711 à 720	88.521 à 530	117.751 à 760
48.161 à 170	89.371 à 380	117.831 à 840
119.511 à 520	163.051 à 060	205.471 à 480
121.431 à 440	165.731 à 740	205.711 à 720
122.271 à 280	165.811 à 814	209.341 à 350
125.171 à 180	168.301 à 310	210.341 à 350
126.201 à 210	168.431 à 437	210.361 à 370
128.311 à 320	168.439 à 440	211.211 à 220
130.071 à 077	169.711 à 720	213.591 à 600
132.261 à 270	170.621 à 630	213.911 à 920
132.461	171.481 à 490	215.691 à 700
132.463 à 470	175.191 à 200	217.361 à 370
135.241 à 250	175.721 à 730	217.471 à 480
136.681 à 690	177.001 à 010	220.311 à 320
137.501 à 510	178.181 à 190	222.181 à 190
137.931 à 934	178.321 à 330	223.031 à 040
137.936 à 940	178.561 à 570	223.671 à 680
139.351 à 356	179.001 à 010	225.901 à 910
139.358 à 360	180.161 à 170	227.821 à 830
140.301 à 310	180.881 à 890	228.351 à 360
143.651 à 660	181.561 à 563	229.321 à 330
144.031 à 040	182.401 à 410	229.441 à 450
146.041 à 050	188.671 à 680	231.021 à 030
146.741 à 750	189.381 à 390	231.051 à 060
148.241 à 248	189.981 à 990	234.561 à 570
148.250	191.221 à 230	235.031 à 040
150.551 à 560	191.331 à 340	236.471 à 473
151.391 à 400	194.001 à 010	236.521 à 530
155.031 à 035	196.651 à 660	238.601 à 610
155.037 à 040	199.391 à 400	243.701 à 710
156.071 à 080	199.831 à 840	244.441 à 450
156.671 à 680	201.961 à 970	245.111 à 120
158.551 à 560	203.021 à 030	247.161 à 170
158.841 à 850	203.101 à 110	250.151 à 160
159.101 à 110	203.561 à 570	
162.931 à 940	204.041 à 050	

EMPRUNT

DU

Gouvernement Tunisien 4 % 1931

Amortissement du 10 avril 1947.

Liste numérique des 612 obligations sorties au tirage effectué le 10 janvier 1947 à neuf heures et demie, dans les bureaux du Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, remboursables à partir du 10 avril 1947.

32	384	477-	661	714	729	753
768	937	1.028	1.041	1.169	1.179	1.189
1.190	1.337	1.351	1.352	1.623	1.664	1.772
1.816	2.122	2.190	2.313	2.319	2.431	2.484
2.693	2.703	2.774	2.921	2.972	3.058	3.079
3.254	3.341	3.453	3.490	3.633	3.832	3.854
4.043	4.102	4.452	4.480	4.541	4.624	4.655
4.673	4.783	4.906	5.058	5.236	5.316	5.738
5.909	5.956	6.080	6.194	6.266	6.338	6.503
6.598	6.634	6.844	7.071	7.235	7.645	7.669
7.722	7.750	8.023	8.133	8.267	8.299	8.349
8.829	9.309	9.384	9.410	9.417	9.420	9.431
9.681	9.684	9.811	9.893	9.902	10.178	10.226
10.267	10.268	10.283	10.285	10.433	10.506	10.638
10.739	10.908	10.925	11.104	11.122	11.164	11.494
11.536	11.752	11.781	11.892	12.016	12.042	12.222
12.321	12.360	12.427	12.472	12.489	12.512	12.530
12.610	12.884	12.919	13.082	13.193	13.206	13.264
13.763	13.808	13.883	13.996	14.193	14.246	14.283
14.445	14.633	14.819	14.980	15.335	15.375	15.378
15.390	15.482	15.495	15.504	15.731	15.779	15.787
15.824	15.839	15.939	16.096	16.183	16.269	16.563
16.695	16.803	16.904	17.016	17.125	17.247	17.634
17.643	17.676	17.680	17.708	17.976	18.110	18.231
18.407	18.523	18.716	19.047	19.120	19.308	19.318
19.643	19.876	19.925	20.479	20.487	20.503	20.577
20.668	20.785	20.836	20.948	20.957	21.116	21.521
21.858	22.053	22.117	22.294	22.520	22.631	22.650
23.514	23.709	24.039	24.192	24.554	24.793	24.844
24.981	25.318	25.838	26.030	26.206	26.482	26.547
26.905	27.234	28.091	28.358	28.742	29.016	29.298
29.403	29.680	29.689	29.775	29.811	29.888	30.256
30.355	30.535	30.577	30.677	30.739	31.157	31.380
31.753	31.778	31.856	31.943	31.959	32.347	32.384
32.543	32.724	32.772	32.804	33.115	33.186	33.227
33.735	33.770	34.592	34.614	34.783	34.805	34.843
34.934	35.054	35.234	35.296	35.393	35.521	35.531
35.564	35.774	35.917	36.067	36.271	36.439	36.631
36.821	37.031	37.042	37.087	37.119	37.133	37.193
37.379	37.402	37.636	37.719	38.025	38.051	38.472
38.637	38.680	38.713	39.069	39.217	39.313	39.398
39.650	39.831	39.894	39.987	39.997	40.047	40.195
40.198	40.216	40.407	40.470	40.601	40.827	41.094
41.131	41.149	41.183	41.330	41.463	41.825	41.907
41.957	42.017	42.484	42.539	42.567	42.910	43.058
43.094	43.386	43.424	43.526	43.721	43.790	44.051
44.199	44.275	44.610	44.947	45.633	45.711	45.808
46.049	46.376	46.382	46.398	46.842	46.844	46.866
46.987	47.011	47.087	47.092	47.140	47.213	47.321
47.611	48.164	48.246	48.743	48.758	48.804	48.848
49.205	49.276	49.287	49.544	50.072	50.227	50.305
50.342	50.493	50.509	50.728	51.062	51.678	51.721
51.813	51.915	52.120	52.260	52.416	52.438	52.506
52.855	52.856	52.876	53.112	53.224	53.712	53.789
53.885	53.919	53.963	53.984	53.992	54.069	54.075
54.454	54.597	54.719	54.792	54.880	54.929	55.329
55.383	55.711	55.785	55.925	56.039	56.072	56.289
56.468	56.683	57.165	57.344	57.418	57.420	57.535
57.600	57.733	58.400	58.515	58.930	59.046	59.252
59.434	59.568	59.785	59.946	59.966	59.974	60.083
60.572	60.925	61.027	61.221	61.468	61.583	61.752
61.933	61.992	62.018	62.027	62.455	62.286	62.337
62.371	62.392	62.914	62.941	63.017	63.047	63.100
63.166	63.324	63.671	63.880	63.983	64.009	64.199
64.250	64.434	64.548	64.583	64.612	64.836	65.163
65.624	66.208	66.257	66.580	66.792	66.871	66.944
66.962	67.099	67.105	67.144	67.255	67.284	67.292
67.295	67.569	67.580	67.610	67.637	67.651	67.847
67.920	68.008	68.028	68.055	68.593	68.651	69.080
69.109	69.199	69.216	69.281	69.284	69.495	69.510
69.933	70.039	70.152	70.214	70.360	70.361	70.409
70.487	70.533	70.761	70.797	70.907	70.976	71.116
71.437	71.478	71.724	72.227	72.332	72.482	72.819
73.439	74.232	74.398	74.528	74.655	74.834	74.927
75.470	75.519	75.532	76.022	76.597	76.898	77.497
77.284	77.513	77.631	77.955	78.140	78.338	78.593
78.604	78.669	79.244	80.375	80.517	81.060	81.482
81.537	81.603	81.662	81.751	81.774	81.850	81.901
81.923	81.992	82.045	82.087	82.266	82.849	82.870
83.803	84.468	84.823	84.875	84.892	85.077	85.079
85.778	86.355	86.397	87.384	87.654	88.622	89.584
89.860	90.406	90.535	90.478	90.602	91.061	91.309
91.532	91.671	91.838	92.129	92.305	92.521	92.651
93.922	94.382	94.781	95.253	95.490	95.553	95.749
96.068	96.096	96.623	97.139	97.242	97.264	97.267
97.775	97.821	98.326	98.775	99.074	99.261	99.525
99.747	99.970					
100.503	100.805	100.822	100.920	102.201	102.306	
102.581	103.252					

La liste des numéros restant à rembourser a été publiée au *Journal officiel* du 2 août 1946.

Etablissements A. TESTE & Cie

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 7.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: A LYON, 20, RUE DE LA CLAIRE

Usant de la faculté qu'elle s'était réservée, la Société des établissements A. Teste et Cie a procédé, par voie de rachat en Bourse, à l'amortissement de 197 obligations de 1.000 F nominal, 5 0/0 1930, nombre correspondant à celui prévu au tableau d'amortissement pour l'échéance du 1er mars 1947.

En conséquence, aucun tirage au sort d'obligations 5 0/0 n'a été effectué au titre de l'année 1947.

Le conseil d'administration.

Liste des numéros des obligations 5 0/0 1930 sortis aux tirages antérieurs et non encore remboursés.

9	42	79	451	765	953	983	1.190
1.649	1.653	1.667	1.717	1.823	1.862	2.015	2.023
2.056	2.304	2.388	3.004	3.173	3.330	3.397	3.422
3.443	3.459	3.528	3.846	3.951	4.301	4.543	4.943
4.959	5.017	5.065	5.072	5.138	5.171	5.367	5.443
5.575	5.743	5.787	5.804	5.923	5.952		

Etablissements Brossette et fils

F. BROSSETTE ET Cie

Capital: 31.300.000 F

SIÈGE SOCIAL: 40, RUE DU PRÉ-GAUDRY, LYON

R. C.: Lyon B 843.

Emission de 4.000 obligations de 5.000 F 4 0/0 1946.

Numéros des 60 obligations sorties au tirage du 20 janvier 1947 formant avec les obligations rachetées en Bourse la quantité de titres à amortir le 15 février 1947.

1.108 à 1.167

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 27 mars 1946.*)

Demandes d'envoi en possession de successions

Etude de Me Michaux, avoué à Clermont (Oise).

Par jugement de la chambre du conseil du tribunal civil de Clermont (Oise) en date du 22 janvier 1947, il a été donné acte à Mme Marguerite-Antoinette Morel, veuve non remariée de M. Basile Chiloff, demeurant à Cuignières (Oise), de sa demande d'envoi en possession de la succession de Basile Chiloff, ingénieur, demeurant à Cuignières, décédé le 16 juin 1943, sans laisser aucun héritier connu au degré successible, et, avant d'y faire droit, il a été admis qu'elle serait rendue publique conformément aux prescriptions de la loi.

Pour extrait certifié conforme par l'avoué soussigné à Clermont (Oise), le 27 janvier 1947.

MICHAUX, avoué.

ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 31 décembre 1946, le président du tribunal de première instance de Strasbourg a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Spengler (Charles), de nationalité allemande, 61, rue de la Gare, Schiltigheim, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne de son directeur départemental, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 31 décembre 1946, le président du tribunal de première instance de Strasbourg a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Schroeder (Henri), de nationalité allemande, 9, rue Lauterbourg, Schiltigheim, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne de son directeur départemental, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 31 décembre 1946, le président du tribunal de première instance de Strasbourg a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Detteri (Georges), de nationalité allemande, 6, rue de la Ligne, à Schiltigheim, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne de son directeur départemental, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 2 janvier 1947, le président du tribunal de première instance de Strasbourg a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Marchall (Oswald), de nationalité française, né le 31 janvier 1897, hôtelier, demeurant au Hohwald, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne de son directeur départemental, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

L'ordonnance du président du tribunal de première instance de Strasbourg, du 10 janvier 1947, a ordonné la levée du séquestre des biens de M. Wagner (Karl), 45, boulevard d'Anvers, à Strasbourg, séquestre qui avait été prononcé par l'ordonnance du président du tribunal de Strasbourg en date du 27 mars 1945.

L'ordonnance du président du tribunal de première instance de Strasbourg, du 10 janvier 1947, a ordonné la levée du séquestre des biens de M. Kasmus, 15, rue de Lossenheim, à Strasbourg, séquestre qui avait été prononcé par l'ordonnance du président du tribunal de Strasbourg, en date du 17 janvier 1946.

L'ordonnance du président du tribunal de première instance de Strasbourg, du 10 janvier 1947, a ordonné la levée du séquestre des biens de M. Schmidt, 3, rue de Schaffhouse, à Strasbourg, séquestre qui avait été prononcé par l'ordonnance du président du tribunal de Strasbourg, en date du 8 mars 1946.

L'ordonnance du président du tribunal de première instance de Strasbourg, du 10 janvier 1947, a ordonné la levée du séquestre des biens de M. Fischer, 10, rue Bautain, à Strasbourg, séquestre qui avait été prononcé par l'ordonnance du président du tribunal de Strasbourg, en date du 13 mars 1946.

L'ordonnance du président du tribunal de première instance de Strasbourg, du 10 janvier 1947, a ordonné la levée du séquestre des biens de M. Schmid (Paul), à Schwindratzheim, séquestre qui avait été prononcé par l'ordonnance du président du tribunal de Strasbourg, en date du 16 mai 1946.

L'ordonnance du président du tribunal de première instance de Strasbourg, du 10 janvier 1947, a ordonné la levée du séquestre des biens de M. Heinzelmann, 17, chemin de la Montagne-Verte, à Strasbourg, séquestre qui avait été prononcé par l'ordonnance du président du tribunal de Strasbourg, en date du 25 juillet 1945.

L'ordonnance du président du tribunal de première instance de Strasbourg, du 10 janvier 1947, a ordonné la levée du séquestre des biens de M. Lorenz, 18 *bis*, quai Zorn, à Strasbourg, séquestre qui avait été prononcé par l'ordonnance du président du tribunal de Strasbourg, en date du 9 novembre 1945.

L'ordonnance du président du tribunal de première instance de Strasbourg, du 10 janvier 1947, a ordonné la levée du séquestre des biens de Mlle Walter (Lucie), à Bischwiller, séquestre qui avait été prononcé par l'ordonnannce du président du tribunal de Strasbourg, en date du 10 septembre 1946.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Staubach (Joseph), de nationalité allemande, ayant demeuré à Audun-le-Tiche, 7, rue Terres-Rouges, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Meyer, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, avenue Albert-Ier, 39, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Mathis (Jean), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 10, rue de la Briqueterie, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Matthei (Otto), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 66, avenue Merlin, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Muller (Auguste), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 67, rue Dupont-des-Loges, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Muller (Henri), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 1, place au Bois, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Maier (Georges), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, rue Poincaré, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Mohr (Charles), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 104, rue Dupont-des-Loges, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Meys, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, route de Guentrange, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Meyer (Georges), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 1, rue de la Scierie, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur-séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Lange (Gertrude), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 11, rue d'Angleterre, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits intérêts appartenant à Lignov (Erwin), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 24, boulevard Hildegarde, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Liesel (Martin), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 5, rue du Four-Banal, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Leidolf (Richard), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 9, rue Alexandre-Dreux, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Lamarly, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 3, rue Charles-l'Hermite, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Lindner (Jean), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 16, avenue de Gaulle, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Voelkle, de nationalité allemande, ayant demeuré à Audun-le-Tiche, rue de la Moselle, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Matrich, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 30, rue de l'Hôpital, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Ohlinger (Guillaume), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 2, rue Strozzi, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Osbelt (Pierre), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 26, avenue de Gaulle, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à la dame Nussbaum (Marie), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 5, rue du Four-Banal, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Kinsch, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 19, rue de Verdun, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Pitz, de nationalité allemande, ayant demeuré à Nilvange, 124, faubourg Saint-Jacques, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Lay (Antoine), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 1, rue de Luxembourg, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 9 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Landers, de nationalité allemande, ayant demeuré à Audun-le-Tiche, 5, rue de la Gare, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Kaumann (Alois), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 140, rue Dupont-des-Loges, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Kuhmann (Louis), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 12, rue Elisabeth, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Harbach, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 14, place du Marché, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Humbert, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 4-6, place du Marché, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Hein (Nicolas), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, avenue Foch, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Bort, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 2, rue de la Paix, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Becker (Paul), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 6, rue du Commandant-Sigoyer, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Baltus (Guillaume), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 13, rue de l'Ecole-des-Mines, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à la dame veuve Barthem, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 39, avenue Merlin, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Biller (Charles), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 9, place du Luxembourg, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Becker (Louis), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, quartier Stoll, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Becker, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 11, avenue Merlin, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Koeller, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 22, avenue Poincaré, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Klauzal, de nationalité allemande, ayant demeuré à Mondelange, rue de la Gare, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux époux Pierre Kaefer-Kohl (Catherine), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 4, avenue Poincaré, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux époux Kurt Kallmunzer-Holmer (Anny), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 72, route de Longwy, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour emplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à la dame Kellermann (Marguerite), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 17, avenue Comte-de-Bertier, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux époux Georges Klose-Schwab (Marie), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 15, rue de Bourgogne, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Kock (Charles), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 1, rue de la Tour, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux époux Louis Kœcher-Kuckert (Marthe), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 53, route de Longwy, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Illien, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 29, boulevard Maréchal-Foch, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Laufer (Joseph), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 71, place du Marché, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Lehmann (Joseph), de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 11, rue Pasteur, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant a Jung (Alfred), ayant demeuré à Thionville, 7, place Marie-Louise, de nationalité allemande, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Haselauer, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 6, place de la Paroisse, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Heil, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 4, route de Manom, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 10 janvier 1947, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Hunstein, de nationalité allemande, ayant demeuré à Thionville, 13, avenue Albert-Ier, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Publicité faite en application de l'arrêté du président du conseil du 18 mars 1919

SIGNIFICATIONS PUBLIQUES

Mme Charlotte Jecko, née Chaussin, sans profession, demeurant à Marspich, 54, route de Volkrange, représentée par Me Walter, avocat à Thionville, actionne son époux Ernest Jecko, stagiaire radio, actuellement sans domicile ni résidence connus pour excès, sévices et injures graves et requiert de prononcer le divorce entre les époux Chaussin-Jecko et de le condamner aux dépens.

Mme Jecko (Charlotte) assigne M. Jecko (Ernest) aux débats oraux qui auront lieu le lundi 17 mars 1947, à quatorze heures, devant le tribunal de première instance de Thionville avec sommation de constituer avocat admis près ledit tribunal.

La présente publication vaut signification publique.

Greffe du tribunal de première instance.

Thionville, le 24 janvier 1947.

Le greffier
du tribunal de première instance.

Mme Marguerite Letta, née Hippert, sans profession, demeurant à Illange, no 8, représentée par Me Walter, avocat à Thionville, actionne son époux Maximin Letta, mécanicien, actuellement sans domicile ni résidence connus pour excès, sévices et injures graves et requiert de prononcer le divorce entre les époux Hippert-Letta et de le condamner aux dépens.

Mme Letta (Marguerite) assigne M. Letta (Maximin) aux débats oraux qui auront lieu le lundi 17 mars 1947, à quatorze heures, devant le tribunal de première instance de Thionville avec sommation de constituer avocat près ledit tribunal.

La présente publication vaut signification publique.

Greffe du tribunal de première instance.

Thionville, le 24 janvier 1947.

Le greffier
du tribunal de première instance.

La dame Marguerite-Julie Breger, née Tritsch, serveuse, demeurant à Wittenheim, 123, rue d'Ensisheim, demanderesse et appelante, représentée par Me Stoeber, avocat à Colmar, assigne le sieur Horst-Johannes-Hermann Breger, monteur, actuellement mobilisé dans l'armée allemande, défendeur et intimé, en divorce.

Le condamner aux dépens.

La demanderesse et appelante cite le défendeur et intimé à comparaître devant la 2e chambre civile de la cour d'appel de Colmar le 28 mars 1947, à neuf heures du matin, avec sommation de se faire représenter par un avocat admis à plaider devant ladite cour pour s'entendre conclure:

Plaise à la cour:

Recevoir la dame Breger en son appel du jugement du 8 juillet 1946;

Infirmer le jugement;

Prononcer le divorce d'entre les parties aux torts et griefs exclusifs du défendeur intimé.

Condamner le défendeur et intimé aux dépens.

Le greffier de la 2e chambre civile,
VONTHRON.

Demandes de changement de nom

Mlle Renée-Denise-Marie Couthaud, née à Mourmelon-le-Grand (Marne) le 12 février 1904 et demeurant à Paris (17e), 75, avenue des Ternes, demande l'autorisation d'ajouter à son nom patronymique celui de: de Rambey.

M. Marcel-Jean-Marie-Charles Couthaud, capitaine du service des transmissions, en occupation, né à Ecrouves (Meurthe-et-Moselle) le 1er janvier 1911, et demeurant à Paris (17e), 75, avenue des Ternes, demande pour lui-même, pour son fils mineur Michel-Jean-Marie-Georges, né à Neuilly-sur-Seine le 21 septembre 1946, et pour ses enfants à naître, l'autorisation d'ajouter à son nom patronymique celui de: de Rambey.

Mlle Marie-Edvige Goldberg, domiciliée 12, rue des Wallons, Paris (13e), née le 19 avril 1888 à Belgrade (Serbie), présente une demande aux fins d'obtenir pour elle-même l'autorisation de substituer à son nom patronymique de Goldberg celui de Gilbert.

DÉCLARATIONS D'ASSOCIATIONS

Prix des insertions des déclarations d'associations: 50 fr. la ligne
(Décret du 20 novembre 1945, article 1er.)

ASSOCIATIONS FRANÇAISES
(Décret du 16 août 1901.)

12 septembre 1946. Déclaration à la préfecture de Vannes. Société de chasse LA SAINT-HUBERT. But: protection du gibier et répression du braconnage. Siège social: M. Touzé (Francis), président, maire de Sérent.

30 novembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Rambouillet. LES AMIS DES ÉCOLES PUBLIQUES D'AUFFARGIS. But: travailler au progrès de l'enseignement et collaborer à l'œuvre l'éducation de l'école. Siège social: école publique d'Auffargis.

9 décembre 1946. Déclaration à la préfecture de police. AMICALE DES AIDES MATERNELLES. But: aide et appui moral à ses membres. Siège social: 35, boulevard Victor-Hugo, Neuilly-sur-Seine.

12 décembre 1946. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION SPORTIVE DU COURS MAURICE-BARRÈS. But: pratique du sport scolaire et de l'éducation physique, engagements dans les compétitions des offices sportifs qualifiés. Siège social: cours Maurice-Barrès, boulevard Maurice-Barrès, 91, Neuilly-sur-Seine.

12 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Corbeil. CENTRE SYNDICAL DE SAVIGNY-SUR-ORGE. But: étude des questions corporatives. Siège social: mairie de Savigny-sur-Orge.

12 décembre 1946. Déclaration à la préfecture des Pyrénées-Orientales. AMICALE CYCLISTE ROUSSILLONNAISE. But: développer le sport cycliste dans les Pyrénées-Orientales. Siège social: café Antoine, 48, rue de l'Anguille, Perpignan.

19 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Malo. SAINT-MICHEL DE SAINT-PÈRE. But: éducation physique et sportive Siège social: au patronage de Saint-Père.

23 décembre 1946. Déclaration à la préfecture des Ardennes. UNION ATHLÉTIQUE DE SAINT-LAURENT. But: éducation physique et morale de la jeunesse. Siège social: école des garçons, Saint-Laurent.

23 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. ASSOCIATION DU FLOCK-BOOK DU MÉRINOS D'ARLES. But: tenue d'un livre généalogique, sélection et amélioration de la race. Siège social: domaine du Merle, Salon-de-Provence.

24 décembre 1946. Déclaration à la préfecture des Deux-Sèvres. UNION DÉPARTEMENTALE DES DEUX-SÈVRES. But: éducation physique, sports, gymnastique, tir, préparation militaire. Siège social: 41, boulevard Main, Niort.

24 décembre 1946. Déclaration à la préfecture d'Orléans. COMITÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DE SAINT-AIGNAN. But: tout ce qui peut intéresser l'éducation et l'enseignement privé de la paroisse de Saint-Aignan. Siège social: à l'école, 1, rue de l'Oriflamme, Orléans.

26 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Verdun-sur-Meuse. AMICALE DES RÉSISTANTS DU CANTON DE SPINCOURT. But: défense des droits présents et futurs de ses membres, solidarité et fraternité entre tous, maintenir le culte de nos morts, aide aux nécessiteux. Siège social: Altemaire, à Pillon, par Spincourt.

27 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. COMITÉ LOCAL D'ÉPARGNE DE BOEN-SUR-LIGNON. But: propagation du mouvement national d'épargne. Siège social: mairie de Boën-sur-Lignon.

28 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Cosne. ASSOCIATION FAMILIALE DE L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES DE SAINT-AMAND-EN-PUISAYE. But: aider matériellement et moralement les familles adhérentes. Siège social: mairie de Saint-Amand-en-Puisaye.

30 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Douai. ASSOCIATION DES NOTAIRES DE L'ARRONDISSEMENT DE DOUAI. But: étude des questions professionnelles. Siège social: au domicile du président, M. Tréca, 14, rue des Blancs-Mouchons, Douai.

31 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. AMICALE BOULES L'ISLOISE. But: pratique du sport des boules. Siège social: café de la Poste, l'Isle-sur-le-Doubs.

31 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Coutances. COMITÉ LOCAL D'ÉPARGNE DE LINGREVILLE. But: propagation du mouvement national d'épargne. Siège social: mairie de Lingreville.

31 décembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de la Flèche. ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE DE MAYET. But: fonctionnement de l'école libre de Mayet. Siège socal: rue Eugène-Termeau, Mayet.

31 décembre 1946. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE DE SILLÉ-LE-PHILIPPE. But: fonctionnement matériel de l'école libre de Sillé-le-Philippe; promouvoir l'éducation des enfants. Siège social: école libre de Sillé-le-Philippe

2 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. COMITÉ LOCAL D'ÉPARGNE DE MONTBÉLIARD. But: propagation du mouvement national d'épargne. Siège social: mairie de Montbéliard.

2 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. COMITÉ LOCAL D'ÉPARGNE D'HÉRIMONCOURT. But: propagation du mouvement national d'épargne. Siège social: mairie d'Hérimoncourt.

2 janvier 1947. Déclaration à la préfecture du Nord. LIBRE PENSÉE. But: action antireligieuse, défense de la laïcité, respect des dernières volontés testamentaires écrites de ses membres et sympathisants. Siège social: Leclercq-Lefiel (Gaston), place Jean-Jaurès, Provin.

3 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de l'Indre. ASSOCIATION SPORTIVE RURALE DE LANCOSME. But: éducation générale et sportive. Siège social: école d'agriculture, Lancosme.

3 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Mayenne. L'ARDENTE DE BELGEARD. But: éducation physique, sports. Siège social: au patronage, Belgeard.

3 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Gironde. GROUPEMENT GIRONDIN DE FRUITS ET LÉGUMES. But: répartir entre ses adhérents divers produits alimentaires aux meilleures conditions d'achat. Siège social: 35, rue Gaspard-Philippe, Bordeaux.

3 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer. ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE DE SAINT-MARTIN-BOULOGNE. But: organisation, fonctionnement matériel des écoles libres et œuvres postscolaires de Saint-Martin. Siège social: 189, route de Saint-Omer, Saint-Martin-Boulogne-sur-Mer.

3 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer. ASSOCIATION CATHOLIQUE DE CHEFS DE FAMILLE DE SAINT-MARTIN-BOULOGNE. But: défense des intérêts généraux de la famille. Siège social: 1, rue de la Colonne, Saint-Martin-Boulogne-sur-Mer.

4 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Omer. ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE D'ARQUES. But: organiser le fonctionnement matériel des écoles de garçons (école Saint-Martin) et de filles (école Sainte-Thérèse), sises à Arques, rue Victor-Hugo. Siège social: rue Victor-Hugo, Arques.

5 janvier 1947. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. UNION SPORTIVE BINICAISE. But: éducation physique, sports, gymnastique, tir, préparation militaire. Siège social: patronage Saint-Julien, rue Wilson, Binic.

5 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de police. CANOË-KAYAK DE PARIS. But: initier les jeunes gens et les jeunes filles au sport de la pagaie en vue des compétitions nationales et internationales. Siège social: 10, place de la Bastille, Paris.

5 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de police. LES AMIS DU NÉVÉZELLO. But: favoriser l'éducation physique. Siège social: 24, boulevard Voltaire, Paris.

6 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Mayenne. ASSOCIATION SPORTIVE DU CENTRE D'APPRENTISSAGE DE LAVAL. But: pratique des sports. Siège social: centre de formation professionnelle (école normale), Laval.

6 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de Périgueux. COMITÉ LOCAL D'ÉPARGNE DE SAINT-AULAYE. But: propagation du mouvement national d'épargne. Siège social: mairie de Saint-Aulaye.

6 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de l'Orne. UNION FRANÇAISE DES ASSOCIATIONS D'ANCIENS COMBATTANTS, COMBATTANTS DE LA LIBÉRATION ET VICTIMES DES DEUX GUERRES. But: groupement de tous les combattants, défense de leurs intérêts moraux et matériels. Siège social: foyer du soldat, Alençon.

7 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de Besançon. COMITÉ LOCAL D'ÉPARGNE DE BAUME-LES-DAMES. But: propagation du mouvement national d'épargne. Siège social: hôtel de ville de Baume-les-Dames.

7 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Manche. L'ABLETTE TRE-CO-QUETT. But: exercice de la pêche, communes de Tréily, Contrières, Quettreville. Siège social: mairie de Quettreville-sur-Sienne.

7 janvier 1947. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône. SYNDICATS PROFESSIONNELS, BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-CHAMAS. But: embauchage des ouvriers et employés, régler les différends et passer des contrats entre ouvriers et patrons, questions salaires et d'ordre juridique. Siège social: mairie de Saint-Chamas.

8 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. ASSOCIATION FAMILIALE DE L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES DU PETIT-PALAIS. But: aide et défense des familles. Siège social: quartier du Petit-Palais commune de l'Isle-sur-Sorgue.

9 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture d'Avranches. COMITÉ LOCAL D'ÉPARGNE DE NOTRE-DAME-DE-TOUCHET. But: propagation du mouvement national d'épargne. Siège social: mairie de Notre-Dame-de-Touchet.

9 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Charente-Maritime. Société scolaire et postscolaire d'éducation et perfectionnement du cours complémentaire Bonpland. But: éducation et perfectionnement intellectuels. Siège social: école Bonpland, la Rochelle.

10 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Vendée. L'Étoile yonnaise. But: éducation physique, sports, tir. Siège social: école libre, le Tablier.

10 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Grasse. Ski-Camping populaire. But: pratique des sports de plein air, ski et camping, etc. Siège social: 12, rue Marcellin-Berthelot, Cannes.

10 janvier 1947. Déclaration à la préfecture du Nord. Société de chasse de la forêt de Wallers. But: organisation de la chasse de la forêt domaniale de Wallers, conservation du gibier, du poisson, notamment par la création de réserves, repeuplement et gardiennage, protection des animaux et oiseaux utiles à l'agriculture et destruction des animaux nuisibles. Siège social: 101, route Nationale, Wattignies.

10 janvier 1947. Déclaration à la préfecture du Nord. Association des anciens élèves de l'école de massage médicale et de rénésithérapie du Nord de la France. But: défense matérielle et morale des masseurs rénésithérapeutes, maintien de la camaraderie entre les anciens élèves de l'école de massage. Siège social: 73, rue d'Angleterre, Lille.

10 janvier 1947. Déclaration à la préfecture du Nord. Armentières tennis-club. But: pratique et développement du sport du lawn-tennis. Siège social: 10, rue Saint-Charles, Armentières.

10 janvier 1947. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. Association familiale indépendante de Menton. But: assurer au point de vue moral et matériel la défense des intérêts généraux des familles. Siège social: 102, rue Martouneaux, Menton.

10 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Jonzac. Association familiale et rurale de Fontaines-d'Ozillac et Chaunac. But: défense des droits et intérêts moraux et matériels des familles rurales. Siège social: mairie de Fontaines-d'Ozillac.

11 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Guingamp. Ecureuils de Coat-an-Doch. But: éducation physique, sports, tir, préparation militaire. Siège social: institut missionnaire de Coat-an-Doch en Lanrodec.

11 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de police. L'Association des propriétaires du Roc fleuri transfère son siège social du 3, place Iéna, au 16, avenue du Président-Wilson, Paris.

13 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de police. Automobile-Club breton. But: grouper les automobilistes originaires de la Bretagne, pour la défense de leurs intérêts et l'organisation de manifestations sportives et folkloriques. Siège social: 114, avenue des Champs-Elysées, Paris.

13 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Thonon-les-Bains. Association des familles d'Evian et des communes environnantes. But: administration des écoles libres catholiques de la paroisse d'Evian et paroisses voisines et des œuvres annexes et complémentaires. Siège social: école Saint-Bruno, Evian.

14 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Dinan. Société fraternelle des anciens combattants et victimes civiles des guerres 1914-1918, 1939-1945 et colonies de Merdrignac. But: défense des intérêts des anciens combattants et victimes civiles, resserrer les liens fraternels qui unissaient les anciens combattants au front, dans les camps ou la clandestinité. Siège social: mairie de Merdrignac.

14 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de Grenoble. Association d'éducation et d'assistance populaire de Saint-Ismier. But: éducation et assistance populaire. Siège social: à Saint-Ismier.

14 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Bonneville. Fayet-Bassy-Sports. But: sports, football, ski, natation, basket-ball féminin et masculin, athlétisme, gymnastique. Siège social: buffet de l'aérodrome, Passy.

14 janvier 1947. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône. Amicale des motards marseillais. But: développer le sport motocycliste. Siège social: 102, rue Félix-Pyat, Marseille.

14 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Rochefort-sur-Mer. Caisse de secours de l'association France-U. R. S. S. (Comité de Rochefort-sur-Mer). But: aide aux familles nécessiteuses des membres de l'association France-U. R. S. S. (Comité de Rochefort) morts pour la France pendant la guerre 1939-1945. Siège social: siège du comité local de l'association (local particulier), 37, rue Zola, angle des rues Zola et Victor-Hugo, Rochefort.

14 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. Association des étudiants du Mans. But: grouper les étudiants et organiser des activités d'entr'aide. Siège social: 2, rue Mauperluis, le Mans.

15 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Cherbourg. Comité local d'épargne de Quettenou. But: propagation du mouvement national d'épargne. Siège social: mairie de Quettenou.

15 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Grasse. Association familiale de l'union des femmes françaises. But: assurer la défense des intérêts des familles. Siège social: 12, place de Gaulle, Antibes.

15 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Romorantin. Association d'éducation populaire de l'école libre de Vouzon. But: favoriser les œuvres d'éducation populaire. Siège social: presbytère de Vouzon.

15 janvier 1947. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône. Association familiale rurale de Mollèges. But: défense des intérêts des familles rurales. Siège social: chez son président, M. Fabre (Augustin), à Mollèges.

16 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Charente. Association d'éducation populaire de Mansle. But: organiser le fonctionnement matériel de l'école Sainte-Marthe de Mansle. Siège social: école Sainte-Marthe, rue Saint-Martin, Mansle.

17 janvier 1947. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. Association familiale indépendante du quartier Saint-Roch. But: défense des intérêts de la famille. Siège social: chez le colonel Roux, villa Marty, escalier Giacobi, Nice.

17 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. Comité d'entr'aide des sinistrés de l'arrondissement de Cambrai. But: défense des intérêts des sinistrés. Siège social: cité commerciale, place au Bois, Cambrai.

17 janvier 1947. Déclaration à la préfecture d'Orléans. Œuvres sociales du ministère de la reconstruction (département du Loiret). But: organisation de fêtes, de bals, de souscriptions, etc. Siège social: siège de la délégation départementale, boulevard Aristide-Briand, Orléans.

17 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture de Cognac. Association Les Œuvres sociales du Cognac. But: coordonner les efforts communs en vue de financer, diriger, contrôler un ensemble de services d'assistance sociale. Siège social: 31, avenue Victor-Hugo, Cognac.

18 janvier 1947. Déclaration à la sous-préfecture d'Oloron. Les Ramiers. But: organiser et favoriser la pratique des sports. Siège social: école publique Basse-Ville, Mauléon.

20 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de Toulouse. L'Amicale des anciens du 502e régiment de chars de combat change son titre qui devient Amicale des anciens des chars du 502e régiment de chars de combat et de la région de Toulouse et transfère son siège social du 17 *bis*, rue Monplaisir, Toulouse, au café de la Paix, 11, place du Capitole, Toulouse.

20 janvier 1947. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. Association sportive de l'institution Saint-Joseph de Lamballe. But: éducation physique, sports. Siège social: institution Saint-Joseph, Lamballe.

21 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. Amicale des stalags XI A et XI B. But: entr'aide des anciens prisonniers des stalags XI A et XI B. Siège social: café de l'Europe, place du Commerce, Nantes.

21 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. Association catholique des chefs de famille de Remouillé. But: défense de la famille. Siège social: salle Saint-Pierre, Remouillé.

21 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Gironde. Club interallié de l'Aquitaine. But: grouper des hommes d'action animés de sentiments élevés de solidarité et d'entr'aide susceptibles par leur mécanisme et leur dynamisme de développer en profondeur les relations interrégionales, voire internationales, déceler les valeurs morales, scientifiques, artistiques et aider à leur épanouissement. Siège social: 19, rue Mably, Bordeaux.

21 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de l'Eure. L'Abri maternel, coopérative scolaire. But: veiller sur l'enfant et lui venir en aide, ainsi qu'à la mère, le cas échéant. Siège social: école maternelle, Verneuil-sur-Avre.

21 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. Association des étudiants en médecine de Nantes (A. G. E. N., Association générale des étudiants nantais). But: défendre les intérêts des étudiants en médecine. Siège social: place Dumoustier, Nantes.

21 janvier 1947. Déclaration à la préfecture des Pyrénées-Orientales. Amicale des agents généraux de la compagnie Europe. But: défense des intérêts corporatifs. Siège social: 3, place Grétry, Perpignan.

22 janvier 1947. Déclaration à la préfecture de l'Aveyron. Amicale de la classe 1940. But: maintenir et resserrer les liens de camaraderie entre ses membres, venir en aide aux camarades qui seraient dans le besoin, à leur veuve et à leurs enfants. Siège social: chez M. Angles (Pierre), président, 2, rue Carnus, Rodez.

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 septembre 1946: page 8236, 2e colonne, 7e annonce, au lieu de: « Cercle de l'union de la femme républicaine de France de Barbezieux », lire: « 9 septembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Cognac: « Cercle de l'union de la jeunesse républicaine de France de Barbezieux ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 18 décembre 1946: page 10752, 1re colonne, 11e annonce, au lieu de: « 26 novembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai », lire: « 21 novembre 1946. Déclaration à la sous-préfecture de Douai »; au lieu de: Siège social: « café Lieva », lire: « café Lievin ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 janvier 1947: page 488, 3e colonne, 4e annonce, Association d'éducation populaire de Saint-Pierre-d'Albigny, au lieu de: « But: pratique des sports », lire: « Soutien et gérance de l'école populaire de Saint-Pierre-d'Albigny ».

ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES

(Décret du 16 août 1901.)
(Décret-loi du 12 avril 1939.)

18 janvier 1947. Arrêté du ministre de l'intérieur. Union des dodécanésiens de France. But: amicale de défense des intérêts des dodécanésiens de France. Siège social: 1, boulevard du Temple, Paris.

Paris. — Imp. des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire